

Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2017

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,25 milliard de dollars pour le deuxième trimestre de 2017

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016 :

- Bénéfice net de 1,25 milliard de dollars, en hausse de 28 %, et bénéfice net ajusté¹ de 1,29 milliard, en hausse de 12 %
- BPA² de 1,84 \$, en hausse de 27 %, et BPA ajusté^{1,2} de 1,92 \$, en hausse de 11 %
- RCP de 12,6 %, comparativement à 10,1 %, et RCP ajusté¹ de 13,1 %, contre 12,1 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 259 millions de dollars, contre 201 millions
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,3 %
- Dividende de 0,90 \$, en hausse de 0,02 \$ ou de 5 % sur un an

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016 :

- Bénéfice net de 2,74 milliards de dollars, en hausse de 34 %, et bénéfice net ajusté¹ de 2,83 milliards, en hausse de 21 %
- BPA² de 4,06 \$, en hausse de 34 %, et BPA ajusté^{1,2} de 4,20 \$, en hausse de 21 %
- RCP de 13,8 %, comparativement à 10,5 %, et RCP ajusté¹ de 14,2 %, contre 12,1 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 432 millions de dollars, contre 384 millions

Toronto, le 24 mai 2017 – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2017, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 248 millions de dollars, ou 1,84 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 295 millions, ou 1,92 \$ par action.

« BMO a obtenu de bons résultats pour le trimestre, son bénéfice net ajusté s'élevant à 1,3 milliard de dollars et son bénéfice par action ajusté à 1,92 \$. La croissance du bénéfice reflète les avantages et la résilience de notre modèle d'affaires diversifié, et notamment les solides contributions de la Gestion de patrimoine et de BMO Marchés des capitaux, et un investissement régulier et continu en technologie et dans notre personnel », a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« La croissance de la clientèle, des prêts et des dépôts se poursuit au sein des Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada. La confiance des entreprises et des consommateurs est forte, et bien que la progression des prêts et des dépôts soit modérée aux États-Unis, en raison du ralentissement plus marqué que prévu des activités commerciales au premier trimestre de l'année civile, nous sommes bien positionnés pour mettre à profit notre solide présence aux États-Unis.

« Nous demeurons confiants de pouvoir continuer à développer nos activités et à créer de la valeur dans un environnement en pleine évolution », a conclu M. Downe.

Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 15,7 %, contre 12,8 % un an plus tôt et, après ajustement, il s'est situé à 15,9 %, contre 14,8 %.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,90 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2017, soit 0,02 \$ par action ou 2 % de plus qu'au trimestre précédent et 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 0,90 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 3,60 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2017, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2017, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Tant le bénéfice net comptable que le bénéfice ajusté ont atteint 531 millions de dollars, ayant augmenté de 6 millions, ou de 1 %, sur un an grâce à la progression des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, progression contrebalancée en grande partie par la hausse des charges et le recul de la marge nette d'intérêts.

Au cours du trimestre, nous avons continué d'accroître notre capacité et de rehausser les services qui permettent à nos clients d'effectuer leurs transactions bancaires de la façon qu'ils préfèrent, ce qui signifie notamment leur offrir des virements électroniques illimités gratuits, des alertes relatives aux cartes de crédit et la possibilité de voir leurs transactions en attente. Celent, un cabinet mondial de recherche et de services-conseils, nous a décerné le prix de Banque modèle 2017 pour nos travaux d'automatisation des processus par voie du déploiement efficace de nouvelles technologies.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable a atteint 248 millions de dollars et le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 260 millions, ayant tous deux fléchi de 7 % sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est situé à 185 millions de dollars américains et le bénéfice net ajusté, à 194 millions de dollars américains, ayant tous deux fléchi de 10 % sur un an, ce qui a résulté surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances puisque le recul des revenus a été largement compensé par la diminution des charges.

En mars, BMO Harris Bank a annoncé que sa clientèle de déposants qui sont des particuliers et des petites entreprises aura désormais gratuitement accès à plus de 43 000 guichets automatiques aux États-Unis et 12 000 à l'échelle internationale par suite d'un nouveau partenariat avec le réseau de guichets automatiques Allpoint®.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable a été de 251 millions de dollars, ayant bondi de 117 millions, ou de 86 %, en regard d'il y a un an. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions, s'est chiffré à 272 millions, ayant augmenté de 114 millions, ou de 72 %, en regard de ce qu'il était un an auparavant. Bénéficiant toujours des initiatives visant à rehausser la productivité, les activités traditionnelles de gestion de patrimoine et celles d'assurance ont enregistré d'excellents résultats. À 178 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 112 millions, ou de 166 %, sur un an. Leur bénéfice net ajusté a atteint 199 millions, en hausse de 109 millions, ou de 121 %, ce qui a découlé de l'incidence de la réduction de valeur d'un placement au même trimestre de 2016, de la croissance de la plupart des activités et des répercussions positives du renforcement des marchés boursiers. Le bénéfice des activités d'assurance a atteint 73 millions, ce qui signale une hausse de 5 millions, ou de 8 %, en regard d'un an auparavant. Cette hausse provient surtout de l'essor des activités, ce qui a été annulé en partie par des variations favorables des marchés un an plus tôt, alors qu'il n'y a eu aucune incidence de cette nature dans le trimestre à l'étude.

Le magazine *Global Finance* a nommé BMO Banque privée meilleure banque privée pour les entrepreneurs en Amérique du Nord, reconnaissant ainsi notre compréhension des besoins de nos clients nord-américains et notre capacité à offrir un service à la clientèle d'une qualité exceptionnelle.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 321 millions de dollars et le bénéfice net ajusté a été de 322 millions, affichant tous les deux une hausse de 12 % sur un an. Les résultats sont imputables à l'accroissement des revenus en raison de l'excellent rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui a été atténué par la baisse de ceux du secteur Produits de négociation et par la hausse des charges autres que d'intérêts et des impôts.

Le magazine *Global Finance* a nommé BMO Marchés des capitaux Meilleure banque d'affaires du monde dans les métaux et les mines, et ce, pour la huitième année d'affilée, et le magazine *FX Week* l'a désignée Meilleure banque pour les opérations en dollars canadiens pour la sixième année consécutive.

Services d'entreprise

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 103 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 241 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 90 millions pour le trimestre, contre 98 millions un an auparavant. Les résultats ajustés des deux périodes ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions, et ceux du deuxième trimestre de 2016 excluent également une charge de restructuration de 132 millions après impôts. Les résultats ajustés se sont améliorés parce que les revenus non établis sur une bic (une base d'imposition comparable) ont été exceptionnellement élevés dans le trimestre considéré, ce qui a été contrebalancé en grande partie par la hausse des charges, lesquelles avaient été anormalement faibles un an plus tôt, et par le recul des recouvrements de pertes sur créances. Les résultats comptables ont progressé grâce à l'incidence nette de ces mêmes facteurs ainsi que du fait qu'une charge de restructuration avait été inscrite il y a un an.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,3 % au 30 avril 2017. Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 11,1 % enregistré à la fin du premier trimestre en raison surtout de l'augmentation des fonds propres, ce qui a été annulé en partie par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 259 millions de dollars, en hausse de 58 millions en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté de l'augmentation de la dotation de PE États-Unis et de la diminution des recouvrements de pertes sur créances constatés par les Services d'entreprise.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 24 mai 2017. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2017 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2016 figurant dans le Rapport annuel pour 2016 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie de ce Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2016, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	26	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	27	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	28	Transactions avec des parties liées
6	Surviv et perspectives économiques	28	Arrangements hors bilan
7	Change	28	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Bénéfice net	28	Modifications futures de méthodes comptables
9	Revenus	28	Instruments financiers désignés
11	Dotations à la provision pour pertes sur créances	29	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
12	Prêts douteux	30	Gestion des risques
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	30	Risque de marché
12	Charges autres que d'intérêts	31	Risque de liquidité et de financement
13	Impôts sur le résultat	35	Cotes de crédit
14	Gestion du capital	36	Expositions en Europe
16	Désignation des dividendes admissibles	38	États financiers consolidés intermédiaires
17	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	38	État consolidé des résultats
17	17 Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	39	État consolidé du résultat global
	18 Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	40	Bilan consolidé
	19 Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	41	État consolidé des variations des capitaux propres
21	BMO Gestion de patrimoine	42	État consolidé des flux de trésorerie
23	BMO Marchés des capitaux	43	Notes afférentes aux états financiers consolidés
24	Services d'entreprise	59	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2017, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts	2 409	2 530	2 420	4 939	4 900
Revenus autres que d'intérêts	3 332	2 875	2 681	6 207	5 276
Revenus	5 741	5 405	5 101	11 146	10 176
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	708	4	407	712	773
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 033	5 401	4 694	10 434	9 403
Dotations à la provision pour pertes sur créances	259	173	201	432	384
Charges autres que d'intérêts	3 276	3 379	3 312	6 655	6 582
Charge d'impôts sur le résultat	250	361	208	611	396
Bénéfice net	1 248	1 488	973	2 736	2 041
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 247	1 487	973	2 734	2 033
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1	1	-	2	8
Bénéfice net	1 248	1 488	973	2 736	2 041
Bénéfice net ajusté	1 295	1 530	1 152	2 825	2 330
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,84	2,22	1,45	4,06	3,03
Bénéfice par action ajusté	1,92	2,28	1,73	4,20	3,48
Croissance du bénéfice par action (%)	27,0	40,2	(2,7)	33,9	2,7
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	10,8	30,3	1,2	20,6	7,4
Dividendes déclarés par action	0,88	0,88	0,84	1,76	1,68
Valeur comptable d'une action	62,22	59,51	55,57	62,22	55,57
Cours de clôture de l'action	96,66	98,43	81,74	96,66	81,74
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	63,0	63,9	52,6	63,0	52,6
Rendement de l'action (%)	3,6	3,6	4,1	3,6	4,1
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	12,6	14,9	10,1	13,8	10,5
Rendement des capitaux propres ajustés	13,1	15,3	12,1	14,2	12,1
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	15,7	18,5	12,8	17,1	13,4
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	15,9	18,6	14,8	17,3	14,9
Croissance du bénéfice net	28,2	39,4	(2,6)	34,0	2,1
Croissance du bénéfice net ajusté	12,3	29,9	0,5	21,2	6,5
Croissance des revenus	12,5	6,5	12,7	9,5	6,2
Croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	7,2	12,7	4,3	10,0	7,7
Croissance des charges autres que d'intérêts	(1,1)	3,3	6,5	1,1	7,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	4,9	3,6	5,1	4,3	6,8
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	65,1	62,6	70,6	63,8	70,0
Ratio d'efficacité ajusté	55,9	61,4	60,0	58,6	61,0
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	63,8	61,5	65,2	62,6	66,0
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	8,3	11,4	(2,2)	9,8	(0,9)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	2,3	9,1	(0,8)	5,7	0,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,52	1,55	1,61	1,53	1,59
Taux d'impôt effectif	16,7	19,5	17,6	18,2	16,2
Taux d'impôt effectif ajusté	17,1	19,8	19,6	18,6	17,9
Rendement de l'actif moyen	0,70	0,81	0,57	0,76	0,58
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,28	0,19	0,23	0,23	0,22
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	718 943	692 384	681 458	718 943	681 458
Solde net des prêts et acceptations	381 348	366 976	353 779	381 348	353 779
Dépôts	488 212	476 949	444 793	488 212	444 793
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40 573	38 617	35 761	40 573	35 761
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	27,7	27,7	26,7	27,7	26,7
Ratios des fonds propres (%) 1)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,3	11,1	9,7	11,3	9,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,8	12,6	11,0	12,8	11,0
Ratio du total des fonds propres	14,9	14,7	13,1	14,9	13,1
Ratio de levier	4,3	4,2	3,9	4,3	3,9
Cours de change					
Dollar CA/dollar US	1,3650	1,3012	1,2548	1,3650	1,2548
Dollar CA/dollar US - moyenne	1,3412	1,3288	1,3016	1,3349	1,3381

1) Sauf dans le cas du ratio de levier, les chiffres correspondants relatifs aux ratios des fonds propres du deuxième trimestre de 2016 ont été modifiés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats). La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats ajustés figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats comptables correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Résultats comptables					
Revenus	5 741	5 405	5 101	11 146	10 176
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(708)	(4)	(407)	(712)	(773)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 033	5 401	4 694	10 434	9 403
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(259)	(173)	(201)	(432)	(384)
Charges autres que d'intérêts	(3 276)	(3 379)	(3 312)	(6 655)	(6 582)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 498	1 849	1 181	3 347	2 437
Charge d'impôts sur le résultat	(250)	(361)	(208)	(611)	(396)
Bénéfice net	1 248	1 488	973	2 736	2 041
BPA (\$)	1,84	2,22	1,45	4,06	3,03
Éléments d'ajustement (avant impôts)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(43)	(37)	(40)	(80)	(83)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(21)	(22)	(24)	(43)	(46)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	-	(85)
Coûts de restructuration 4)	-	-	(188)	-	(188)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(64)	(59)	(252)	(123)	(402)
Éléments d'ajustement (après impôts)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(34)	(28)	(31)	(62)	(64)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(13)	(14)	(16)	(27)	(31)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	-	(62)
Coûts de restructuration 4)	-	-	(132)	-	(132)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(47)	(42)	(179)	(89)	(289)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,08)	(0,06)	(0,28)	(0,14)	(0,45)
Résultats ajustés					
Revenus	5 741	5 405	5 101	11 146	10 260
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(708)	(4)	(407)	(712)	(773)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 033	5 401	4 694	10 434	9 487
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(259)	(173)	(201)	(432)	(384)
Charges autres que d'intérêts	(3 212)	(3 320)	(3 060)	(6 532)	(6 264)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 562	1 908	1 433	3 470	2 839
Charge d'impôts sur le résultat	(267)	(378)	(281)	(645)	(509)
Bénéfice net	1 295	1 530	1 152	2 825	2 330
BPA (\$)	1,92	2,28	1,73	4,20	3,48

- 1) Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 17, 18, 19, 21 et 23.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C Asset Management plc (F&C) ont été imputés à la Gestion de patrimoine et ceux liés aux activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont essentiellement pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères et a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.
- 4) Les coûts de restructuration ont été constatés dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2017 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, à conclure des acquisitions et à intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et liés aux infrastructures, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'opérations terroristes sur nos activités, les répercussions des éclosions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, l'information et la cybersécurité et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale des risques aux pages 79 à 112, du Rapport annuel pour 2016, qui présente l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine et à la conjoncture de marché globale, ainsi qu'à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique et de services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2017.

Survol et perspectives économiques

Stimulée par la hausse des dépenses à la consommation, l'embellie des marchés de l'habitation et la progression de l'emploi, la tenue de l'économie canadienne est meilleure que prévu. Au premier trimestre de 2017, la croissance du PIB réel devrait, sur une base annualisée, avoir dépassé 3 % en raison du niveau record des ventes d'automobiles et de logements. Une création d'emplois la plus forte en quatre ans a ramené le taux de chômage à 6,5 %, soit le taux le plus bas à être enregistré sur neuf ans. Grâce à ce début d'année fort prometteur, nous nous attendons à ce que la croissance économique atteigne 2,5 % en 2017, ce qui surpasserait celle de tous les autres pays du G7. Outre une reprise dans les régions productrices de ressources énergétiques, le raffermissement de la demande émanant des États-Unis, la faiblesse du dollar canadien et l'augmentation des dépenses fédérales dans les infrastructures devraient soutenir l'économie. Cependant, il y a fort à parier que les dépenses à la consommation ralentiront en raison de l'endettement élevé des ménages, mais aussi que les récentes mesures du gouvernement ontarien, dont l'imposition d'une taxe foncière de 15 % aux investisseurs étrangers, atténueront la surchauffe du marché du logement dans le Grand Toronto. Entre-temps et ailleurs au pays, les marchés immobiliers devraient demeurer vigoureux. Déjà, ceux de Vancouver et de Calgary semblent en voie de se stabiliser alors qu'ils s'étaient affaiblis un peu plus tôt. L'essor des prêts à la consommation devrait être stable et atteindre environ 3 % cette année, mais la demande de prêts hypothécaires à l'habitation devrait passer de plus de 6 % en 2016 à 5,5 %. On s'attend à ce que le dollar canadien se replie encore quelque peu en 2017 puisqu'il est improbable que la Banque du Canada augmente ses taux aussi fortement que ce à quoi on s'attend de la Réserve fédérale. Malgré une conjoncture financière propice, notre économie devra composer avec divers risques, tels que la possibilité que le gouvernement des États-Unis resserre ses mesures protectionnistes et que les élections au Royaume-Uni et en Allemagne cette année créent de la turbulence sur les marchés mondiaux, mais aussi que subsistent des incertitudes quant aux échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Contrairement à l'économie canadienne, celle des États-Unis a ralenti en début d'année, enregistrant une croissance d'à peine 0,7 %, sur une base annualisée, en raison notamment de la diminution des dépenses des consommateurs et du gouvernement. Cependant, après avoir fléchi l'an dernier, les investissements des entreprises ont fortement rebondi, sans doute en prévision de politiques budgétaires expansionnistes et de l'assouplissement de la réglementation. Stimulé par l'essor des dépenses des entreprises, le taux de croissance du PIB réel devrait passer de 1,6 % en 2016 à 2,1 % en 2017. Les données fondamentales concernant les ménages sont toujours bonnes puisque le revenu, la richesse et la confiance devraient continuer d'augmenter. Ces facteurs donnent à penser que le niveau des dépenses personnelles reviendra à celui fort élevé qui a été enregistré l'an dernier. Étant donné que les ventes d'habitations n'ont jamais été aussi fortes en dix ans, l'activité sur le marché du logement devrait continuer de s'intensifier grâce à la faiblesse du chômage, à la formation de nouveaux ménages et à une saine abordabilité. Après avoir grandement augmenté dans la foulée des élections, les taux hypothécaires se sont stabilisés, ce qui devrait permettre aux prêts hypothécaires à l'habitation de croître d'environ 6 % en 2017. L'augmentation des sommes que les entreprises consacrent à l'achat de matériel neuf a engendré une reprise du secteur manufacturier, et ce, en dépit de la vigueur continue du dollar américain. Même si elle a ralenti au premier trimestre, la croissance des prêts aux entreprises devrait encore être forte cette année. L'essor économique pourrait être plus faible que prévu si les réductions des impôts et les dépenses dans les infrastructures au palier fédéral se font attendre. Quant aux taux d'intérêt, ils devraient augmenter quelque peu en 2017 puisqu'il est probable que la Réserve fédérale relèvera son taux directeur cible de 50 points de base cette année. On s'attend à ce que le taux de chômage aux États-Unis, taux qui en est à un creux cyclique de 4,4 %, fléchisse légèrement et se situe à 4,2 % à la fin de 2017.

Soutenu par une hausse de la production du secteur automobile et la poursuite de la reprise des marchés de l'habitation, le taux d'expansion économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait passer d'environ 1,2 % en 2016 à 1,9 % en 2017. Par contre, la faiblesse des exportations que cause la vigueur du dollar américain et la croissance modérée de l'économie mondiale devraient freiner l'activité économique.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les équivalents en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis qui sont libellés en dollars américains ont augmenté comparativement au premier trimestre de 2017 et au deuxième trimestre de 2016 en raison de l'appréciation de ce dollar, mais, pour le premier semestre du présent exercice, ils ont fléchi en regard d'il y a un an à cause de sa moins-value. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre à l'étude ni dans le trimestre précédent. Dans la première moitié de 2016, nous avons couvert, d'un point de vue économique, une partie du bénéfice net en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion du capital du Rapport de gestion annuel pour 2016 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO **Tableau 3**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017		Cumul 2017
	c. T2-2016	c. T1-2017	c. cumul 2016
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3412	1,3412	1,3349
Période antérieure	1,3016	1,3288	1,3381
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	30	9	(3)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	18	7	(6)
Augmentation (diminution) des revenus	48	16	(9)
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	-	(2)
Diminution (augmentation) des charges	(39)	(12)	3
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(2)	(1)	3
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable, avant l'incidence des couvertures	5	3	(5)
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-	-
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	5	3	(5)
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	30	9	(3)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	18	7	(6)
Augmentation (diminution) des revenus	48	16	(9)
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	(1)	-
Diminution (augmentation) des charges	(36)	(12)	5
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(2)	-	1
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté, avant l'incidence des couvertures	8	3	(3)
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-	-
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	8	3	(3)

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 248 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 275 millions, ou de 28 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Dans cette période, le bénéfice net tenait compte d'une charge de restructuration de 132 millions après impôts ainsi que d'une réduction de valeur de 79 millions après impôts d'un placement en actions. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes, ni d'une charge de restructuration dans l'exercice précédent, a été de 1 295 millions au deuxième trimestre de 2017, ayant progressé de 143 millions, ou de 12 %, en regard de la période correspondante de 2016. Sur un an, le BPA s'est renforcé de 0,39 \$, ou de 27 %, pour s'établir à 1,84 \$ et, après ajustement, il a progressé de 0,19 \$, ou de 11 %, pour se chiffrer à 1,92 \$.

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE Canada se sont tous deux élargis de 1 % grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été contrebalancé en grande partie par l'augmentation des charges et le repli de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE États-Unis ont tous deux baissé de 7 % et, exprimés en dollars américains, ils ont reculé de 10 %. Avant et après ajustement, le bénéfice net de PE États-Unis a fléchi principalement en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances puisque le recul des revenus a été compensé en grande partie par celui des charges, exprimés en dollars américains. Le bénéfice net comptable de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 251 millions de dollars, contre 134 millions un an plus tôt et, après ajustement, il a atteint 272 millions, comparativement à 158 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 166 % et, après ajustement, il a bondi de 121 %, ce qui rend compte de l'incidence de la réduction de valeur d'un placement il y a un an, de l'essor enregistré par la plupart de nos activités et de l'incidence positive qu'a eue l'amélioration des marchés boursiers. Le bénéfice des activités d'assurance a affiché une hausse de 5 millions, ou de 8 %, en regard d'il y a un an, hausse ayant découlé principalement de la croissance des activités. Ce facteur a été atténué par des variations favorables des marchés dans le même trimestre de l'exercice précédent, alors qu'il n'y a pas eu d'incidence de cette nature au trimestre à l'étude. Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux se sont tous deux améliorés de 12 % grâce à l'augmentation des revenus qu'a générés l'excellent rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution des revenus du secteur Produits de négociation et par la hausse des charges autres que d'intérêts et des impôts. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés grâce à des revenus non établis sur une bic qui ont été exceptionnellement élevés au cours du trimestre à l'étude, ce qui a été en grande partie annulé par la hausse des charges comparativement à celles anormalement faibles de l'exercice précédent, et aussi parce que les recouvrements de pertes sur créances ont diminué. Les résultats comptables des Services d'entreprise se sont renforcés en raison de l'incidence nette de ces mêmes facteurs ainsi que du fait qu'une charge de restructuration avait été constatée un an plus tôt.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net s'est comprimé de 240 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il a baissé de 235 millions, ou de 15 %. Le bénéfice net ajusté des deux périodes ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions. Le BPA a reculé de 0,38 \$, ou de 17 %, et, après ajustement, il a diminué de 0,36 \$, ou de 16 %. Les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'un profit net de 133 millions reflétant celui réalisé à la vente de Moneris US et une perte à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis. Les résultats de la période considérée reflètent également le recul des revenus de négociation en regard de ceux, fort élevés, du trimestre précédent ainsi que l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Tant le bénéfice net comptable que celui ajusté de PE Canada ont reculé de 29 % en raison surtout d'un profit généré par une vente au trimestre précédent et du fait que celui à l'étude a compté trois jours de moins, ce qui a été atténué par la diminution des charges. Avant et après ajustement, le bénéfice net de PE États-Unis a baissé de 4 % en dollars canadiens et de 5 % en dollars américains. Les résultats de PE États-Unis rendent compte de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'incidence du nombre moins élevé de jours au trimestre à l'étude. Avant impôts et dotation à la provision, le bénéfice de PE États-Unis a progressé de 8 % en dollars américains. Quant à la Gestion de patrimoine, son bénéfice net comptable s'est établi à 251 millions de dollars, contre 266 millions au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est chiffré à 272 millions, comparativement à 281 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élargi de 9 % et, une fois ajusté, il s'est accru de 12 % grâce à la réduction des charges, à l'essor des activités et à l'incidence du renforcement des marchés boursiers, ce qui a été atténué par les trois jours de moins qu'a comptés le trimestre. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est dégagé à 73 millions, contre 104 millions au trimestre précédent, ce qui avait découlé des conséquences favorables de l'évolution des marchés dans ce trimestre. Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est comprimé de 15 % et, après ajustement, il a fléchi de 14 %, surtout en raison de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts. Les résultats comptables et ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés en raison essentiellement du fait que les revenus non établis sur une bic ont, dans le trimestre à l'étude, été exceptionnellement élevés.

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016

Le bénéfice net s'est chiffré à 2 736 millions de dollars, en hausse de 695 millions, ou de 34 %. Le bénéfice net ajusté a été de 2 825 millions, pour une augmentation de 495 millions, ou de 21 %, sur un an. Le BPA s'est renforcé de 1,03 \$, ou de 34 %, et s'est ainsi dégagé à 4,06 \$ et, après ajustement, il a été de 4,20 \$, en hausse de 0,72 \$, ou de 21 %. L'essor sur un an a été favorisé par un profit net, dans le semestre à l'étude, et par la réduction de valeur d'un placement en actions dans la période correspondante de 2016. Après ajustement, le bénéfice net de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et de BMO Marchés des capitaux s'est amélioré en regard d'un an auparavant. Quant aux résultats de PE États-Unis, ils ont été affaiblis par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats des Services d'entreprise ont, eux aussi, fléchi.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

Les revenus ont augmenté de 640 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et ont atteint 5 741 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont établis à 5 033 millions, s'étant accrus de 339 millions, ou de 7 %, soit de 6 % compte non tenu de l'incidence de la plus-value du dollar américain.

Les revenus de PE Canada se sont améliorés de 3 % grâce à l'accroissement des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été atténué par le recul de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis se sont accrus de 1 %, mais, exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis se sont repliés de 2 %, ce qui est principalement imputable à la compression des marges sur les prêts ainsi qu'à la réduction des soldes de prêts, facteurs atténués par la hausse des produits tirés des dépôts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 19 %, ce qui rend compte de la constatation d'une réduction de valeur d'un placement un an auparavant, de l'essor des activités et de l'incidence de la meilleure tenue des marchés boursiers. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les répercussions de la moins-value de la livre sterling. Les revenus nets d'assurance ont augmenté grâce à la croissance des activités, ce qui a été annulé en grande partie par les variations favorables des marchés dans le même trimestre de l'exercice précédent, alors qu'il n'y a pas eu d'incidence de cette nature dans la période considérée. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés de 13 % en raison de l'excellent rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par suite de l'intensification des activités de prise ferme de titres d'emprunt et de consultation en fusions et acquisitions et de la progression des revenus associés aux services bancaires aux sociétés, ce qui a été atténué par le repli des revenus du secteur Produits de négociation, en regard de ceux, fort élevés, du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué à cause de l'augmentation de l'ajustement sur une bic des groupes, ce qui a été neutralisé en partie par le fait que les revenus non établis sur une bic ont été exceptionnellement élevés dans le trimestre à l'étude.

S'établissant à 2 409 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont été de 11 millions moins élevés qu'il y a un an, ce qui provient surtout du recul des revenus nets d'intérêts dégagés par certaines activités de négociation, contrebalancé par la croissance d'autres activités. L'actif productif moyen s'est situé à 650,6 milliards de dollars, s'étant accru de 39,0 milliards, ou de 6 %, sur un an, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Cet accroissement est principalement imputable à la hausse des valeurs mobilières et à la croissance interne des prêts. En regard d'il y a un an, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 9 points de base, pour se situer à 1,52 %, ce qui est essentiellement imputable au recul des revenus nets d'intérêts provenant de

certaines activités de négociation et d'une croissance plus faible de PE États-Unis, secteur qui, en comparaison des autres, dégage de meilleures marges. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est comprimée de 3 points de base sur un an et s'est établie à 1,84 %, ce qui a résulté surtout de la croissance moins soutenue de PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 350 millions de dollars, ou de 15 %, et a été de 2 624 millions, la plupart des catégories de revenus ayant augmenté, telles que les commissions de consultation et de prise ferme, les revenus de change, autres que de négociation, ainsi que les profits nets sur titres, ce qui a été atténué par le recul des revenus de négociation dans le présent exercice. La hausse du montant net des revenus autres que d'intérêts a également découlé de la réduction de valeur d'un placement un an plus tôt.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 301 millions de dollars en regard du deuxième trimestre de 2016, et ce, en grande partie en raison de la progression des ventes de rentes et des diminutions plus prononcées des taux d'intérêt à long terme dans le trimestre à l'étude, ce qui a accru la juste valeur des placements d'assurance. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), tel qu'il est indiqué à la page 12. Compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI, nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

Les revenus ont augmenté de 336 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets se sont comprimés de 368 millions, ou de 7 %, principalement en raison du profit net réalisé au premier trimestre, du recul des revenus de négociation en comparaison de ceux fort élevés de cette période et du fait que le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins.

Les revenus de PE Canada ont diminué de 255 millions de dollars, ou de 13 %, à cause essentiellement du profit de 187 millions avant impôts qui avait été réalisé sur une vente au trimestre précédent et de l'incidence du nombre moins élevé de jours. Les revenus de PE États-Unis ont progressé de 2 % en dollars canadiens et de 1 % en dollars américains en raison surtout de la perte à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis au trimestre précédent, ce qui a été atténué par l'incidence du nombre moins élevé de jours dans celui à l'étude. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont diminué parce que l'essor de ces activités et les répercussions de la meilleure tenue des marchés boursiers ont été plus qu'annulés par les conséquences qu'a eues le nombre moins élevé de jours. Les revenus nets d'assurance ont fléchi à cause des répercussions favorables qu'avaient eues les fluctuations des marchés au trimestre précédent. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont fléchi de 2 % puisque la progression des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés qu'ont générée des activités de consultation en fusions et acquisitions fort soutenues, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis, et l'intensification des activités de prise ferme de titres d'emprunt ont été plus qu'annulées par le recul des revenus du secteur Produits de négociation, revenus qui avaient été fort élevés au trimestre précédent. Les revenus des Services d'entreprise se sont comprimés en raison surtout de l'augmentation de l'ajustement sur une bic des groupes, facteur atténué par le fait que les revenus non établis sur une bic ont été exceptionnellement élevés dans le trimestre considéré.

Les revenus nets d'intérêts ont diminué de 121 millions de dollars, ou de 5 %, en regard du trimestre précédent et se sont établis à 2 409 millions, ce qui est essentiellement imputable au nombre moins élevé de jours qu'a comptés le trimestre ainsi qu'à la réduction des marges de BMO Marchés des capitaux non établies sur une bic. Atteignant 650,6 milliards de dollars, l'actif productif moyen a augmenté de 3,0 milliards en raison surtout de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 3 points de base, et sa marge nette d'intérêts (compte non tenu des activités de négociation) a fléchi de 1 point de base en regard du trimestre précédent, et ce, essentiellement en raison de BMO Marchés des capitaux, y compris la contraction des marges nettes sur les mises en pension et la baisse des commissions sur prêts.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une baisse de 247 millions de dollars, ou de 9 %, ce qui provient surtout du profit net réalisé sur une vente au trimestre précédent et de la baisse des revenus de négociation et d'assurance, facteurs atténués par l'amélioration des commissions de consultation et de prise ferme.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 648 millions de dollars en regard du trimestre précédent, ce qui rend surtout compte du fait que les baisses des taux d'intérêt à long terme ont augmenté la juste valeur des placements d'assurance alors que, dans la période précédente, les hausses de ces taux avaient diminué cette juste valeur, et aussi que les ventes de rentes ont augmenté. L'amélioration des revenus d'assurance a été contrebalancée en grande partie par la hausse des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 12.

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016

Les revenus comptables du premier semestre de 2017 ont augmenté de 970 millions de dollars, ou de 10 %, pour totaliser 11 146 millions et, après ajustement, ce qui exclut un ajustement comptable cumulatif négatif un an plus tôt, ils ont progressé de 886 millions, ou de 9 %, atteignant ainsi 11 146 millions. Les revenus nets ont affiché une hausse de 1 031 millions, ou de 11 %, et se sont chiffrés à 10 434 millions. Après ajustement, ils se sont renforcés de 947 millions, ou de 10 %, pour s'établir aussi à 10 434 millions.

À 4 939 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 39 millions, ou de 1 %, ce qui vient surtout de la croissance interne des prêts, facteur atténué par la réduction des revenus nets d'intérêts provenant de certaines activités de négociation. L'actif productif moyen s'est accru de 30,7 milliards de dollars, ou de 5 %, pour atteindre 649,1 milliards, grâce surtout à l'essor des valeurs mobilières et à la croissance interne des prêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 6 points de base, pour se situer à 1,53 %, ce qui a découlé surtout du recul des revenus nets d'intérêts générés par certaines activités de négociation et d'une

croissance plus faible pour PE États-Unis dont les marges sont beaucoup plus élevées. La marge nette d'intérêts (compte non tenu des activités de négociation) est demeurée la même qu'il y a un an, soit 1,84 %.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a progressé de 992 millions de dollars, ou de 22 %, dans le semestre à l'étude et s'est établi à 5 495 millions. Après ajustement, il a augmenté de 908 millions, ou de 20 %, ce qui est principalement imputable à la hausse des commissions de consultation et de prise ferme ainsi que des revenus de négociation et d'assurance, au profit net qui a été inscrit dans l'exercice à l'étude ainsi qu'à la réduction de valeur d'un placement un an plus tôt.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) 1)					Tableau 4
(en points de base)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
PE Canada	249	251	251	250	253
PE États-Unis	373	370	371	371	368
Services bancaires Particuliers et entreprises	288	289	291	289	291
Gestion de patrimoine	250	244	240	247	236
BMO Marchés des capitaux	57	51	60	54	63
Services d'entreprise 2)	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	152	155	161	153	159
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	184	185	187	184	184
Total de la marge des services de détail au Canada 3)	247	249	249	248	250

1) La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

2) Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes, et leur variabilité influe sur les fluctuations de la marge nette d'intérêts.

3) Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

n. s. - non significatif

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 259 millions de dollars, en hausse de 58 millions en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté de la hausse de la dotation de PE États-Unis et de la diminution des recouvrements de pertes sur créances constatés par les Services d'entreprise. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation de PE Canada s'est établie à 128 millions de dollars, ce qui se rapproche de celle inscrite un an plus tôt. La dotation de PE États-Unis, d'un montant de 90 millions, a augmenté de 39 millions en raison de la hausse de la dotation liée aux prêts aux entreprises, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de la dotation constatée à l'égard des prêts aux particuliers. La dotation de BMO Marchés des capitaux, au montant de 46 millions, a été relativement stable par rapport à celle enregistrée un an auparavant. Les recouvrements de pertes sur créances des Services d'entreprise ont baissé de 17 millions.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est alourdie de 86 millions de dollars en raison de l'accroissement de celles de BMO Marchés des capitaux et des unités des Services bancaires PE. La dotation de PE Canada a augmenté de 10 millions en raison surtout de la hausse de celles liées aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises. Quant à la dotation de PE États-Unis, elle a accusé une hausse de 30 millions par suite de l'augmentation de celles constatées à l'égard des portefeuilles précités. La dotation de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 50 millions à cause des nouvelles dotations, alors que des recouvrements nets avaient été constatés au trimestre précédent. Les recouvrements de pertes sur créances des Services d'entreprise ont augmenté de 3 millions en regard de cette période.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation					Tableau 5
(en millions de dollars canadiens)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
PE Canada	128	118	127	246	267
PE États-Unis	90	60	51	150	116
Services bancaires Particuliers et entreprises	218	178	178	396	383
Gestion de patrimoine	1	2	2	3	4
BMO Marchés des capitaux	46	(4)	44	42	52
Services d'entreprise	(6)	(3)	(23)	(9)	(55)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	259	173	201	432	384

Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances					Tableau 6
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Nouvelles dotations à la provision spécifique	403	309	338	712	647
Reprises sur les provisions déjà établies	(80)	(67)	(30)	(147)	(69)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(64)	(69)	(107)	(133)	(194)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	259	173	201	432	384
Dotation à la provision pour pertes sur créances en % du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,28	0,19	0,23	0,23	0,22

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 399 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, comparativement à 2 196 millions au premier trimestre de 2017 et à la même période de l'exercice précédent, ce qui a résulté surtout de l'augmentation enregistrée par PE États-Unis et des répercussions de la plus-value du dollar américain.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 752 millions de dollars, contre 509 millions au premier trimestre de 2017 et 718 millions il y a un an.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
SBPD à l'ouverture de la période	2 196	2 332	2 158	2 332	1 959
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	752	509	718	1 261	1 312
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(160)	(153)	(164)	(313)	(300)
Remboursements, montant net	(284)	(297)	(201)	(581)	(411)
Montants sortis du bilan	(179)	(147)	(161)	(326)	(303)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(1)	(1)	(6)	(2)	(6)
Fluctuations des cours de change et autres variations	75	(47)	(148)	28	(55)
SBPD à la clôture de la période	2 399	2 196	2 196	2 399	2 196
SBPD en % du solde brut des prêts et acceptations	0,63	0,60	0,62	0,63	0,62

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 708 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, soit 301 millions de plus que les 407 millions inscrits à ce chapitre au deuxième trimestre de 2016, ce qui a découlé en grande partie de la hausse des ventes de rentes et des baisses plus prononcées des taux d'intérêt à long terme, lesquelles ont accru la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Les revenus ont compensé en grande partie l'augmentation enregistrée. Les SCVPI se sont alourdis de 704 millions par rapport aux 4 millions constatés au premier trimestre de 2017 en raison du fait que les diminutions des taux d'intérêt à long terme ont accru la juste valeur des passifs au titre des indemnités, alors qu'au premier trimestre de 2017, les hausses de ces taux avaient affaibli la juste valeur de ces passifs et aussi parce que les primes de rentes ont augmenté. L'augmentation a été contrebalancée en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

En regard du deuxième trimestre de l'exercice précédent, les charges autres que d'intérêts comptables ont fléchi de 36 millions de dollars, ou de 1 %, et ont été de 3 276 millions. Après ajustement, ces charges ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes, ni de la charge de restructuration constatée dans l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 152 millions, ou de 5 %, pour se situer à 3 212 millions et, compte non tenu des répercussions de la plus-value du dollar américain, elles se sont accrues de 4 %.

En comparaison du premier trimestre de 2017, les charges autres que d'intérêts comptables ont baissé de 103 millions de dollars, ou de 3 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont contractées de 108 millions, ou de 3 %, étant donné que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice et que le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de 8,3 % d'un exercice à l'autre et, après ajustement, il s'est situé à 2,3 % d'un exercice à l'autre. Le ratio d'efficacité comptable a été de 57,1 %, contre 64,9 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 65,1 %, comparativement à 70,6 % pour le même trimestre de l'exercice précédent. Après ajustement, le ratio d'efficacité s'est établi à 55,9 %, contre 60,0 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 63,8 %, comparativement à 65,2 % un an auparavant. Les résultats tenaient alors compte de la réduction de valeur d'un placement.

En comparaison du même semestre de l'exercice précédent, les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 73 millions de dollars, ou de 1 % et, après ajustement, elles ont accusé une hausse de 268 millions, ou de 4 %. Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 42 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2016, mais a baissé de 111 millions en regard du premier trimestre de 2017, pour s'établir à 250 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 16,7 % pour le trimestre à l'étude, contre 17,6 % un an plus tôt et 19,5 % au premier trimestre de 2017.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 267 millions de dollars, s'étant affaiblie de 14 millions par rapport à il y a un an et de 111 millions comparativement au premier trimestre de 2017. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 17,1 % pour le trimestre écoulé, contre 19,6 % à la même période il y a un an et 19,8 % au premier trimestre de 2017. La diminution des taux d'impôt avant et après ajustement pour le trimestre à l'étude en regard du deuxième trimestre de 2016 a découlé surtout de la hausse du bénéfice tiré des titres exonérés d'impôts. Comparativement au premier trimestre de 2017, le recul des taux d'impôt avant et après ajustement provient surtout de la progression du bénéfice tiré de ces titres, ce qui a été contrebalancé en partie par le retour à un taux annualisé normal pour ce qui est de la quote-part des participations dans des coentreprises. Sur une bic, le taux d'impôt effectif comptable du trimestre s'est établi à 27,0 %, comparativement à 25,2 % pour la période correspondante de 2016 et à 24,3 % au premier trimestre de 2017. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est établi à 27,0 %, comparativement à 25,8 % pour la période correspondante de 2016 et à 24,4 % au premier trimestre de 2017.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2017

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,3 % au 30 avril 2017.

Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 11,1 % enregistré à la fin du premier trimestre en raison surtout de l'augmentation des résultats non distribués et de l'émission d'actions, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques. Ce ratio dépasse celui de 10,1 % inscrit au 31 octobre 2016 en raison principalement de la hausse des résultats non distribués et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie annulées.

Au 30 avril 2017, les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 30,6 milliards de dollars, en hausse comparativement à 28,8 milliards au 31 janvier 2017, ce qui a découlé principalement des conséquences que les fluctuations des cours de change ont eues sur le cumul des autres éléments du résultat global, de la hausse des résultats non distribués ainsi que de l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et par suite de l'exercice d'options sur actions. Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires dépassent de 2,4 milliards ceux au 31 octobre 2016, ce qui s'explique en grande partie par ces mêmes facteurs.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 271 milliards de dollars au 30 avril 2017, contre 261 milliards au 31 janvier 2017, ce qui reflète surtout l'incidence des variations des cours de change et l'essor des activités. Les actifs pondérés en fonction des risques se sont contractés d'environ 7 milliards comparativement au 31 octobre 2016, ce qui reflète l'impact positif d'une gestion rigoureuse de certaines positions à risque et de mesures d'atténuation des risques, ce qui a été contrebalancé en partie par l'essor des activités et les variations des cours de change.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,8 % et à 14,9 % au 30 avril 2017, comparativement à 12,6 % et à 14,7 %, respectivement, au 31 janvier 2017. Ces ratios ont augmenté en raison surtout des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et qui sont indiqués ci-dessus. Au 31 octobre 2016, ces ratios étaient respectivement de 11,6 % et de 13,6 %. Les ratios au 30 avril 2017 ont dépassé ceux au 31 octobre 2016, en raison essentiellement des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et qui sont décrits ci-dessus.

Le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,3 % au 30 avril 2017, dépassant ainsi d'environ 10 points de base ceux au 31 janvier 2017 et au 31 octobre 2016, ce qui reflète l'incidence de l'augmentation des fonds propres de catégorie 1 qui a découlé principalement de la progression des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, tel qu'il est indiqué ci-dessus. Cela a été atténué par l'augmentation des positions de levier résultant essentiellement des fluctuations des cours de change et de l'essor des activités.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. L'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains et des déductions des fonds propres en dollars américains peut également faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut annuler l'incidence des variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres et l'a fait au deuxième trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur de notre portefeuille et notre rendement des capitaux propres.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En décembre 2016, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié la version finale de sa ligne directrice *Normes de fonds propres* (NFP), laquelle devait être instaurée au premier trimestre de 2017. Ses mises à jour ont compris la modification du traitement des hypothèques résidentielles assurées, des consignes définitives en vue de la mise en œuvre du seuil de perte en cas de défaut de ralentissement, auquel doivent souscrire les banques appliquant l'approche fondée sur les notations internes (NI) aux prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, et l'application des règles régissant les placements en actions dans des fonds d'investissement. Le BSIF a instauré la réserve de fonds propres anticyclique au premier trimestre de 2017. Cette réserve est calculée comme étant la moyenne pondérée des réserves en vigueur dans les territoires où la Banque a des expositions au risque de crédit du secteur privé. Sa mise en œuvre a eu une incidence négligeable.

En mars 2017, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a émis un communiqué de presse confirmant son engagement à parachever la réforme du cadre Bâle III et y précisant que cela prendrait plus de temps qu'il avait prévu à l'origine, mais qu'il entendait parvenir à une entente afin de régler les questions qui subsistent. En avril 2017, le BSIF a fait savoir qu'il préférerait que le CBCB parvienne à une entente que tous les pays membres appuieraient et appliqueraient. Le BSIF a également indiqué que le Canada se préparait à aller de l'avant et à mettre en œuvre son propre plan en vue d'améliorer son régime de fonds propres si jamais il concluait qu'il est improbable que les négociations avec le CBCB reprennent dans un proche avenir.

En mars 2017, le CBCB a publié une norme concernant le troisième pilier et visant à améliorer la comparabilité et l'uniformité des renseignements financiers réglementaires à fournir en normalisant la présentation. Cette norme renferme de nouvelles exigences sur les renseignements à fournir à l'égard du régime de la capacité totale d'absorption des pertes. Nous nous attendons à ce que la réglementation et la ligne directrice concernant le régime canadien soient parachevées en 2017.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 70 à 76, Risque de liquidité et de financement, aux pages 100 à 105, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 110 et 111 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, 3,2 millions d'actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions et aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (RRD).

Le 9 mars 2017, nous avons procédé à un appel public à l'épargne visant 500 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 40 (des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité).

Le 3 avril 2017, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 mai 2017 (la date de rachat), la totalité de nos 250 millions de dollars d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 14 et de nos 250 millions de dollars d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 15 à un prix de rachat de 25 \$ chacune plus tous les dividendes déclarés et non versés à la date de rachat.

Le 27 avril 2017, BMO a annoncé avoir reçu de la part du BSIF et de la Bourse de Toronto (TSX) l'autorisation de procéder à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qu'il avait déjà annoncée et aux termes de laquelle il rachètera à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions de ses actions ordinaires entre le 1^{er} mai 2017 et le 30 avril 2018, inclusivement. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Le calendrier et le montant des rachats aux termes de ce programme sont assujettis aux approbations des organismes de réglementation et seront fondés sur des facteurs tels que la tenue des marchés et le niveau des fonds propres.

Le 24 mai 2017, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,90 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit 0,02 \$ et 2 % de plus qu'au trimestre précédent et 0,04 \$ et 5 % de plus qu'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 28 août 2017 aux actionnaires inscrits le 1^{er} août 2017. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément au RRD.

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))	Tableau 8		
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T4-2016
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	40 573	38 617	38 464
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(10 018)	(9 785)	(10 305)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	30 555	28 832	28 159
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	4 290	4 290	4 290
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(217)	(215)	(213)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	4 073	4 075	4 077
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	34 628	32 907	32 236
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	5 721	5 513	5 677
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(52)	(51)
Fonds propres de catégorie 2	5 671	5 461	5 626
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	40 299	38 368	37 862
Actifs pondérés en fonction des risques 5) 6)			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	270 791	260 795	277 562
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	270 791	261 075	277 562
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	270 791	261 299	277 562
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,3	11,1	10,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,8	12,6	11,6
Ratio du total des fonds propres	14,9	14,7	13,6

1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.

2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 72 %, 77 % et 81 %, respectivement, en 2017.

6) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Au 17 mai 2017	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	652
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 14 1)	250 \$
Série 15 1)	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
Série 40	500 \$
Billets à moyen terme	
Série H - tranche 1 2)	1 000 \$
Série H - tranche 2 2)	1 000 \$
Série I - tranche 1 2)	1 250 \$
Options sur actions	
Droits acquis	5,2
Droits non acquis	2,9

1) Le 3 avril 2017, nous avons annoncé notre intention de racheter les actions privilégiées - séries 14 et 15 le 25 mai 2017.

2) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 et tranche 2 et sur les billets à moyen terme, série I, tranche 1 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 173 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

La note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 174 du Rapport annuel pour 2016 de BMO, traitent en détail du capital social.

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2017.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)					Tableau 10
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 136	2 212	2 101	4 348	4 235
Revenus autres que d'intérêts	752	904	718	1 656	1 449
Total des revenus (bic)	2 888	3 116	2 819	6 004	5 684
Dotation à la provision pour pertes sur créances	218	178	178	396	383
Charges autres que d'intérêts	1 612	1 640	1 569	3 252	3 172
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 058	1 298	1 072	2 356	2 129
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	279	295	279	574	556
Bénéfice net comptable	779	1 003	793	1 782	1 573
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	12	13	12	25	26
Bénéfice net ajusté	791	1 016	805	1 807	1 599
Croissance du bénéfice net (%)	(1,8)	28,6	14,1	13,3	13,1
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(1,8)	28,0	13,7	13,0	12,7
Croissance des revenus (%)	2,5	8,8	13,2	5,6	14,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,8	2,3	12,6	2,5	13,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,8	2,4	12,8	2,6	13,8
Rendement des capitaux propres (%)	14,9	18,3	15,6	16,6	15,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	15,2	18,5	15,9	16,9	15,6
Levier d'exploitation (%) (bic)	(0,3)	6,5	0,6	3,1	0,4
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	(0,3)	6,4	0,4	3,0	0,3
Ratio d'efficacité (%) (bic)	55,8	52,6	55,7	54,2	55,8
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	55,2	52,1	55,0	53,6	55,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,88	2,89	2,91	2,89	2,91
Actif productif moyen	303 819	303 158	293 832	303 483	292 916
Solde moyen net des prêts et acceptations	305 287	304 030	293 442	304 648	292 185
Solde moyen des dépôts	239 063	239 326	225 475	239 197	227 085

1) Les montants avant impôts de 16 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, de 17 millions au premier trimestre de 2017 et au deuxième trimestre de 2016, de 33 millions au premier semestre de 2017 et de 36 millions au premier semestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net des Services bancaires PE s'est situé à 779 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 791 millions, ce qui, dans les deux cas, constitue une baisse de 2 % en regard d'il y a un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Revenus nets d'intérêts	1 254	1 303	1 222	2 557	2 476
Revenus autres que d'intérêts	470	676	450	1 146	921
Total des revenus	1 724	1 979	1 672	3 703	3 397
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	118	127	246	267
Charges autres que d'intérêts	882	901	842	1 783	1 714
Bénéfice avant impôts sur le résultat	714	960	703	1 674	1 416
Charge d'impôts sur le résultat	183	217	178	400	362
Bénéfice net comptable	531	743	525	1 274	1 054
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	1	-	1	1
Bénéfice net ajusté	531	744	525	1 275	1 055
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 113	1 171	1 089	2 284	2 218
Revenus des services bancaires aux entreprises	611	808	583	1 419	1 179
Croissance du bénéfice net (%)	1,2	40,5	8,0	20,9	6,7
Croissance des revenus (%)	3,2	14,7	4,1	9,0	5,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,8	3,2	3,5	4,0	4,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,8	3,2	3,6	4,0	4,0
Levier d'exploitation (%)	(1,6)	11,5	0,6	5,0	1,1
Levier d'exploitation ajusté (%)	(1,6)	11,5	0,5	5,0	1,1
Ratio d'efficacité (%)	51,1	45,5	50,4	48,1	50,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,49	2,51	2,51	2,50	2,53
Actif productif moyen	206 757	205 676	197 598	206 207	196 730
Solde moyen net des prêts et acceptations	214 139	212 692	203 597	213 404	202 615
Solde moyen des dépôts	151 358	150 136	140 112	150 737	139 781

1) Les montants avant impôts de néant au deuxième trimestre de 2017, de 1 million de dollars au premier trimestre de 2017, de néant au deuxième trimestre de 2016 et de 1 million aux premiers semestres de 2017 et de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

Tant le bénéfice net comptable que celui ajusté de PE Canada ont atteint 531 millions de dollars, ayant augmenté de 6 millions, ou de 1 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les revenus se sont améliorés de 52 millions, ou de 3 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la progression des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, progression atténuée par le recul de la marge nette d'intérêts.

La marge nette d'intérêts a été de 2,49 %, pour une baisse de 2 points de base qui a résulté essentiellement de la faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont accrus de 24 millions de dollars, ou de 2 %, et ceux de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont renforcés de 28 millions, ou de 5 %, grâce, dans les deux cas, à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. Ce facteur a été neutralisé en partie par le recul de la marge nette d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 1 million de dollars, pour s'établir à 128 millions. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 40 millions, ou de 5 %, ce qui reflète des investissements continus dans les activités, dont ceux consacrés à notre stratégie en matière de numérique et à certains postes de vente.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 10,5 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à il y a un an. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, s'est renforcé de 4 % et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 8 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 11,2 milliards, ou de 8 %. Les soldes des dépôts des particuliers ont affiché une hausse de 8 % en raison surtout de la croissance des dépôts à terme et des comptes de chèques, et les soldes des dépôts des entreprises se sont eux aussi améliorés de 8 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux fléchi de 29 % en regard du trimestre précédent. Les résultats de la période antérieure tenaient compte d'un profit sur la vente de Moneris US, facteur qui a compté pour environ 21 % de la baisse du bénéfice net. Les revenus se sont affaiblis de 255 millions de dollars, ou de 13 %, en raison surtout de la constatation de ce profit au trimestre précédent et de l'incidence qu'ont eue les trois jours de moins du trimestre à l'étude. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,49 %, ayant diminué de 2 points de base, ce qui est essentiellement imputable à un changement dans la combinaison de produits et à la faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont contractés de 58 millions de dollars en raison surtout des répercussions du nombre moins élevé de jours et de la baisse des revenus autres que d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont diminué de 197 millions de dollars, en raison d'un profit sur une vente et du fait que le trimestre a compté moins de jours.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars en raison de la hausse des dotations relatives aux prêts aux particuliers et aux prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 19 millions, ou de 2 %, ce qui rend compte du nombre moins élevé de jours et du fait que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou de 0,7 %, et le solde moyen des dépôts s'est accru de 1,2 milliard, ou de 0,8 %.

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de 1 274 millions de dollars et de 1 275 millions, respectivement, ont augmenté de 220 millions, ou de 21 %, dans le premier semestre de 2017. Les revenus se sont améliorés de 306 millions, ou de 9 %, en raison d'un profit sur une vente et de la progression des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, facteurs atténués par le recul de la marge nette d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 21 millions de dollars en raison de la baisse des dotations relatives aux prêts aux particuliers et aux prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 69 millions, ou de 4 %, ce qui reflète des investissements continus dans les activités, dont ceux consacrés à notre stratégie en matière de numérique et à certains postes de vente. Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 10,8 milliards de dollars, ou de 5 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 11,0 milliards, ou de 8 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

Tableau 12

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Revenus nets d'intérêts (bic)	657	684	676	1 341	1 315
Revenus autres que d'intérêts	210	172	206	382	395
Total des revenus (bic)	867	856	882	1 723	1 710
Dotation à la provision pour pertes sur créances	68	45	39	113	86
Charges autres que d'intérêts	545	556	559	1 101	1 090
Bénéfice avant impôts sur le résultat	254	255	284	509	534
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	69	59	77	128	145
Bénéfice net comptable	185	196	207	381	389
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	9	9	10	18	19
Bénéfice net ajusté	194	205	217	399	408
Croissance du bénéfice net (%)	(10,5)	7,6	22,3	(2,0)	17,4
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(10,2)	7,0	20,5	(2,1)	15,7
Croissance des revenus (%)	(1,6)	3,4	23,6	0,8	18,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(2,5)	4,7	19,5	1,0	16,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(2,4)	5,0	20,3	1,2	16,8
Levier d'exploitation (%) (bic)	0,9	(1,3)	4,1	(0,2)	2,8
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	0,8	(1,6)	3,3	(0,4)	2,1
Ratio d'efficacité (%) (bic)	62,8	65,0	63,4	63,9	63,7
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	61,4	63,6	61,9	62,5	62,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,73	3,70	3,71	3,71	3,68
Actif productif moyen	72 363	73 349	73 957	72 864	71 915
Solde moyen net des prêts et acceptations	67 954	68 726	69 048	68 346	66 971
Solde moyen des dépôts	65 396	67 113	65 608	66 269	65 266
(équivalents en millions de dollars canadiens)					
Revenus nets d'intérêts (bic)	882	909	879	1 791	1 759
Revenus autres que d'intérêts	282	228	268	510	528
Total des revenus (bic)	1 164	1 137	1 147	2 301	2 287
Dotation à la provision pour pertes sur créances	90	60	51	150	116
Charges autres que d'intérêts	730	739	727	1 469	1 458
Bénéfice avant impôts sur le résultat	344	338	369	682	713
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	96	78	101	174	194
Bénéfice net comptable	248	260	268	508	519
Bénéfice net ajusté	260	272	280	532	544
Croissance du bénéfice net (%)	(7,5)	3,6	28,3	(2,1)	28,9
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(7,3)	3,1	26,3	(2,3)	27,0
Croissance des revenus (%)	1,4	(0,2)	29,6	0,6	30,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	0,4	1,1	25,3	0,8	27,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	0,5	1,4	26,2	0,9	28,5
Actif productif moyen	97 062	97 482	96 234	97 276	96 186
Solde moyen net des prêts et acceptations	91 148	91 338	89 845	91 244	89 570
Solde moyen des dépôts	87 705	89 190	85 363	88 460	87 304

1) Les montants avant impôts de 12 millions de dollars américains au deuxième et au premier trimestres de 2017, de 13 millions de dollars américains au deuxième trimestre de 2016, de 24 millions de dollars américains au premier semestre de 2017 et de 26 millions de dollars américains au premier semestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable a atteint 248 millions de dollars et le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 260 millions, ayant tous deux fléchi de 7 % sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est situé à 185 millions de dollars et le bénéfice net ajusté, à 194 millions, ayant tous deux régressé de 10 % sur un an, ce qui a résulté surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances puisque le recul des revenus a été largement contrebalancé par la diminution des charges. À 867 millions, les revenus ont baissé de 15 millions, ou de 2 %, ce qui est essentiellement imputable à la compression des marges sur les prêts ainsi qu'à la réduction des soldes de prêts, facteurs atténués par la hausse des revenus générés par les dépôts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 2 points de base, pour s'établir à 3,73 %, à la faveur de l'accroissement des revenus tirés des dépôts et de l'incidence favorable de la réduction des actifs dégageant de faibles marges, déduction faite de la compression des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 68 millions de dollars, ayant augmenté de 29 millions en raison de la hausse de la dotation relative aux prêts aux entreprises, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de la dotation liée aux prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 545 millions, s'étant comprimées de 14 millions, ou de 3 %, et, après ajustement, elles ont été de 533 millions, ce qui signale un recul de 13 millions, ou de 2 %. Leur recul témoigne de l'attention soutenue que nous accordons à leur gestion, ce qui inclut une diminution de celles liées au personnel.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a baissé de 1,1 milliard de dollars, ou de 2 %, sur un an, pour s'établir à 68,0 milliards, ce qui est imputable au repli des volumes de prêts aux particuliers, repli qui tient compte de la vente de prêts. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'essor des prêts aux entreprises.

À 65,4 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts est demeuré relativement stable puisque la contraction des volumes de dépôts des entreprises a été en grande partie annulée par l'accroissement des volumes de tous les produits de dépôt des particuliers.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux fléchi de 12 millions de dollars, ou de 4 %, en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Tant le bénéfice net comptable que celui ajusté se sont repliés de 11 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'incidence qu'ont eue les trois jours de moins du trimestre. Le bénéfice avant impôts et dotation à la provision a progressé de 8 %. Les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une perte de 27 millions après impôts qui avait été subie à la vente de prêts. Les revenus ont augmenté de 11 millions, ou de 1 %, en raison surtout de la constatation de cette perte au trimestre précédent, ce qui a été contrebalancé par l'incidence du nombre moins élevé de jours. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 3 points de base grâce à l'accroissement des marges sur les dépôts, déduction faite de la compression de celles sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est alourdie de 23 millions de dollars en raison de la hausse des dotations relatives aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. Avant et après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 11 millions, ou de 2 %, en raison du nombre moins élevé de jours et du fait que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a régressé de 0,8 milliard de dollars, ou de 1 %, ce qui s'explique surtout par la réduction du portefeuille de prêts automobiles indirects. Le solde moyen des dépôts s'est affaibli de 1,7 milliard, ou de 3 %, en raison de la diminution des volumes des dépôts des entreprises.

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016

Le bénéfice net comptable a été de 508 millions de dollars et le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 532 millions, ce qui, dans les deux cas, traduit un recul de 2 % sur un an. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

À respectivement 381 millions de dollars et 399 millions, tant le bénéfice net comptable que celui ajusté se sont repliés de 2 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent. Les revenus se sont chiffrés à 1 723 millions, ayant augmenté de 13 millions en raison surtout de la hausse des revenus tirés des dépôts et des volumes de prêts, déduction faite de la compression des marges sur les prêts et de l'incidence d'une perte à la vente de prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 3 points de base, pour s'établir à 3,71 %, à la faveur de l'accroissement des revenus tirés des dépôts et de l'incidence favorable de la réduction des actifs dégageant de faibles marges, réduction provenant surtout de la vente de prêts au trimestre précédent, déduction faite de la compression des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 113 millions de dollars, ayant augmenté de 27 millions par suite de la hausse de la dotation relative aux prêts aux entreprises, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de celle liée aux prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 101 millions et, après ajustement, elles ont été de 1 077 millions, ce qui, dans les deux cas, signale une amélioration de 1 %.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou de 2 %, sur un an, pour s'établir à 68,3 milliards, ce qui est imputable à une croissance de 11 % des prêts aux entreprises, facteur atténué par le repli des volumes de prêts aux particuliers, repli qui tient compte de la vente de prêts.

À 66,3 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts a augmenté de 1,0 milliard, ou de 2 %, en regard de ce qu'il était un an plus tôt, ce qui est imputable à l'accroissement des volumes de tous les produits de dépôt des particuliers. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la contraction des volumes de dépôts des entreprises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Revenus nets d'intérêts	169	167	149	336	298
Revenus autres que d'intérêts	1 695	1 045	1 248	2 740	2 536
Total des revenus	1 864	1 212	1 397	3 076	2 834
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	708	4	407	712	773
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 156	1 208	990	2 364	2 061
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	2	2	3	4
Charges autres que d'intérêts	821	854	816	1 675	1 694
Bénéfice avant impôts sur le résultat	334	352	172	686	363
Charge d'impôts sur le résultat	83	86	38	169	82
Bénéfice net comptable	251	266	134	517	281
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	5	-	14
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	21	15	19	36	38
Bénéfice net ajusté	272	281	158	553	333
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	178	162	66	340	191
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	199	177	90	376	243
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	73	104	68	177	90
Croissance du bénéfice net (%)	86,5	80,7	(43,8)	83,5	(29,1)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	72,4	60,0	(40,9)	65,8	(26,1)
Croissance des revenus (%)	33,4	(15,7)	17,6	8,5	(4,6)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	16,7	12,8	(14,9)	14,7	(6,2)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	0,6	(2,7)	(2,4)	(1,1)	1,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,0	(0,7)	(1,9)	0,1	2,0
Rendement des capitaux propres (%)	17,0	16,8	8,9	16,9	9,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	18,4	17,8	10,4	18,1	10,9
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	16,1	15,5	(12,5)	15,8	(7,9)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	15,7	13,5	(13,0)	14,6	(8,2)
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	71,1	70,7	82,4	70,9	82,2
Ratio d'efficacité ajusté (%)	42,7	68,9	56,4	53,0	57,5
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	68,8	69,1	79,5	69,0	79,0
Actifs sous gestion et sous administration	920 345	865 307	816 602	920 345	816 602
Actif productif moyen	27 846	27 054	25 232	27 444	25 395
Solde moyen net des prêts et acceptations	17 932	17 459	16 064	17 691	16 137
Solde moyen des dépôts	33 919	32 197	29 713	33 044	29 308

États-Unis - Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus	159	158	92	317	268
Charges autres que d'intérêts	133	136	145	269	296
Bénéfice net comptable	19	17	(39)	36	(19)
Bénéfice net ajusté	22	20	(36)	42	(12)
Actif productif moyen	3 328	3 278	3 446	3 303	3 439
Solde moyen net des prêts et acceptations	3 283	3 217	3 151	3 250	3 150
Solde moyen des dépôts	5 767	5 660	5 659	5 713	5 741

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts liés à F&C de néant au deuxième et au premier trimestres de 2017, de 6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, de néant au premier semestre de 2017 et de 18 millions au premier semestre de 2016 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 26 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, de 19 millions au premier trimestre de 2017, de 23 millions au deuxième trimestre de 2016, de 45 millions au premier semestre de 2017 et de 47 millions au premier semestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable a été de 251 millions de dollars, ayant bondi de 117 millions, ou de 86 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions, s'est chiffré à 272 millions, ayant augmenté de 114 millions, ou de 72 %, en regard d'il y a un an. À 178 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 112 millions, ou de 166 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 199 millions, en hausse de 109 millions, ou de 121 %, en regard d'un an plus tôt, ce qui a découlé de l'incidence de la réduction de valeur de 79 millions d'un placement au même trimestre de 2016, de la croissance de la plupart des activités et des répercussions positives du renforcement des marchés boursiers. Le bénéfice des activités d'assurance a atteint 73 millions, ce qui signale une hausse de 5 millions, ou de 8 %, en regard du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse a découlé surtout de l'essor des activités, ce qui a été annulé en partie par des variations favorables des marchés un an plus tôt, alors qu'il n'y a eu aucune incidence de cette nature dans le trimestre à l'étude.

Les revenus se sont établis à 1 864 millions de dollars, comparativement à 1 397 millions un an auparavant. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 166 millions, soit de 17 %, pour se situer à 1 156 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 032 millions, ayant augmenté de 164 millions, ou de 19 %, ce qui rend compte de la réduction de valeur d'un placement un an plus tôt, de l'essor des activités et des répercussions de l'amélioration des marchés boursiers. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence de la moins-value de la livre sterling. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 124 millions, ce qui représente 2 millions de plus qu'il y a un an et a résulté des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 821 millions de dollars, en hausse de 5 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 795 millions, ayant augmenté de 8 millions, en raison de la hausse des charges liées aux revenus, ce qui a été neutralisé en partie par les résultats fructueux des initiatives visant à rehausser la productivité et par les répercussions de la dépréciation de la livre sterling. Le levier d'exploitation comptable, déduction faite des SCVPI, a été de 16,1 % et, après ajustement et toujours déduction faite des SCVPI, il s'est situé à 15,7 %.

À 920 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 104 milliards, ou de 13 %, sur un an grâce à l'appréciation des marchés boursiers et aux fluctuations favorables des cours de change. Sur un an, les prêts et les dépôts ont enregistré des hausses respectives de 12 % et de 14 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice comptable s'est dégagé à 251 millions de dollars, comparativement à 266 millions au trimestre précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 272 millions, contre 281 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a progressé de 9 % et, après ajustement, il a augmenté de 12 % à la faveur de la contraction des charges, de l'essor des activités et du renforcement des marchés boursiers, ce qui a été annulé en partie par le fait que le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins. Le bénéfice net des activités d'assurance a été de 73 millions, contre 104 millions au trimestre précédent, en raison surtout des répercussions favorables qu'avait eues l'évolution des marchés dans cette période.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont baissé de 4 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont affaiblis de 8 millions de dollars à cause de l'incidence des trois jours de moins, ce qui a été neutralisé en partie par l'essor des activités et l'amélioration des marchés boursiers. Les revenus nets d'assurance ont fléchi de 44 millions en raison des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont affaiblies de 33 millions de dollars, ou de 4 %, et, après ajustement, elles ont affiché une baisse de 40 millions, ou de 5 %, en raison surtout du fait que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice et aussi de l'incidence des trois jours de moins.

Les actifs sous gestion et sous administration se sont renforcés de 55 milliards de dollars, ou de 6 %, en raison de l'appréciation des marchés boursiers et des fluctuations favorables des cours de change. D'un trimestre à l'autre, les prêts et les dépôts ont affiché une croissance de 3 % et de 5 %, respectivement.

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016

Le bénéfice net a été de 517 millions de dollars, ayant progressé de 281 millions sur un an. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 553 millions, comparativement à 333 millions pour la même période de l'exercice 2016. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a augmenté de 149 millions par rapport à il y a un an pour se situer à 340 millions. À 376 millions, le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 133 millions, ce qui rend compte de la réduction de valeur d'un placement un an plus tôt ainsi que de l'essor des marchés boursiers et de la plupart de nos activités. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 177 millions, en hausse de 87 millions sur un an, hausse qui a découlé de l'incidence positive des variations des marchés dans le semestre à l'étude, contre des répercussions négatives un an plus tôt, ainsi que de la croissance des activités.

Les revenus nets se sont établis à 2 364 millions de dollars, comparativement à 2 061 millions il y a un an. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 2 072 millions, ayant augmenté de 197 millions, ou de 10 %, ce qui provient de la réduction de valeur d'un placement un an plus tôt, de l'essor des activités et de l'amélioration des marchés boursiers. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence de la moins-value de la livre sterling. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 292 millions, ce qui représente 106 millions de plus qu'il y a un an et a résulté des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 675 millions de dollars, en baisse de 19 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 1 630 millions, ayant augmenté de 1 million sur un an, en raison de la hausse de celles liées aux revenus, ce qui a été neutralisé en partie par les résultats fructueux des initiatives visant à rehausser la productivité et par l'incidence de la dépréciation de la livre sterling.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Revenus nets d'intérêts (bic)	377	348	371	725	793
Revenus autres que d'intérêts	823	880	691	1 703	1 284
Total des revenus (bic)	1 200	1 228	1 062	2 428	2 077
Dotation à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	46	(4)	44	42	52
Charges autres que d'intérêts	686	722	632	1 408	1 293
Bénéfice avant impôts sur le résultat	468	510	386	978	732
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	147	134	99	281	188
Bénéfice net comptable	321	376	287	697	544
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	-	-	1	-
Bénéfice net ajusté	322	376	287	698	544
Revenus du secteur Produits de négociation	685	779	728	1 464	1 317
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	515	449	334	964	760
Croissance du bénéfice net (%)	12,0	46,3	(1,1)	28,2	7,5
Croissance des revenus (%)	13,0	20,9	6,2	16,9	8,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	8,4	9,3	2,9	8,9	4,6
Rendement des capitaux propres (%)	15,8	17,7	14,5	16,8	13,8
Levier d'exploitation (%) (bic)	4,6	11,6	3,3	8,0	4,0
Ratio d'efficacité (%) (bic)	57,1	58,8	59,5	58,0	62,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,57	0,51	0,60	0,54	0,63
Actif productif moyen	271 298	269 751	251 553	270 512	254 715
Actif moyen	308 914	311 654	303 805	310 307	308 264
Solde moyen net des prêts et acceptations	52 239	50 257	45 313	51 231	44 671
Solde moyen des dépôts	152 543	150 424	143 560	151 466	149 830
États-Unis - Principales données financières (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	339	347	276	686	543
Charges autres que d'intérêts	224	227	215	451	430
Bénéfice net comptable	68	88	32	156	64
Actif productif moyen	86 830	84 871	77 247	85 834	77 961
Actif moyen	92 138	90 682	85 229	91 398	85 916
Solde moyen net des prêts et acceptations	15 443	15 553	15 143	15 499	14 438
Solde moyen des dépôts	51 948	47 412	50 112	49 642	52 972

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au deuxième et au premier trimestres de 2017, de néant au deuxième trimestre de 2016, de 2 millions au premier semestre de 2017 et de néant au premier semestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 321 millions de dollars, ayant augmenté de 34 millions, ou de 12 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, a atteint 322 millions, en hausse de 35 millions, ou de 12 %. Les résultats sont imputables à l'accroissement des revenus en raison de l'excellent rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui a été atténué par la baisse des revenus du secteur Produits de négociation et par la hausse des charges autres que d'intérêts et des impôts. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 15,8 %, comparativement à 14,5 % un an plus tôt, ce qui a résulté de la progression du bénéfice net.

Les revenus ont augmenté de 138 millions de dollars, ou de 13 %, à la faveur du rendement fort solide du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par suite de l'intensification des activités de prise ferme de titres d'emprunt et de consultation en fusions et acquisitions et de la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés. Ces facteurs ont été atténués par le recul de ceux du secteur Produits de négociation, lesquels avaient été fort élevés au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, au montant de 46 millions de dollars, a été relativement stable en regard de celle du même trimestre de 2016. Les charges autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 54 millions, ou de 8 %, en raison surtout des coûts plus élevés associés à l'essor des activités, ce qui englobe une augmentation des frais liés au personnel. Le levier d'exploitation s'est situé à 4,6 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable a été de 321 millions de dollars, s'étant replié de 55 millions, ou de 15 %, en regard du trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a été de 322 millions, ce qui traduit une diminution de 54 millions, ou de 14 %, provenant surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts.

Les revenus ont diminué de 28 millions de dollars, ou de 2 %, car l'amélioration de ceux du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par suite d'activités de consultation en fusions et acquisitions des plus soutenues au Canada et aux États-Unis et aussi de l'intensification des activités de prise ferme de titres d'emprunt a été plus qu'annulée par le recul des revenus du secteur Produits de négociation, lesquels avaient été élevés au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 50 millions de dollars en raison des nouvelles dotations alors que des recouvrements nets avaient été enregistrés au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 36 millions, ou de 5 %, en raison surtout de la diminution des frais liés au personnel, ce qui rend notamment compte du fait que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016

Le bénéfice net a été de 697 millions de dollars, s'étant renforcé de 153 millions, ou de 28 %, en regard d'il y a un an.

Les revenus se sont établis à 2 428 millions de dollars, ayant augmenté de 351 millions, ou de 17 %, en raison surtout de l'intensification des activités de banque d'affaires et de la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés et des revenus de négociation.

Sur un an, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 10 millions de dollars en raison surtout de l'augmentation des recouvrements. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 115 millions, ou de 9 %, en raison surtout de l'augmentation des frais liés au personnel, en accord avec le rendement, et des autres coûts associés à l'essor des activités.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise	Tableau 15				
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T2-2016	Cumul 2017	Cumul 2016
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(61)	(80)	(81)	(141)	(146)
Compensation sur une bic des groupes	(212)	(117)	(120)	(329)	(280)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(273)	(197)	(201)	(470)	(426)
Revenus autres que d'intérêts	62	46	24	108	7
Total des revenus (bic)	(211)	(151)	(177)	(362)	(419)
Recouvrement de pertes sur créances	(6)	(3)	(23)	(9)	(55)
Charges autres que d'intérêts	157	163	295	320	423
Perte avant impôts sur le résultat	(362)	(311)	(449)	(673)	(787)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(259)	(154)	(208)	(413)	(430)
Perte nette comptable	(103)	(157)	(241)	(260)	(357)
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	13	14	11	27	17
Ajustement comptable cumulatif 2)	-	-	-	-	62
Coûts de restructuration 3)	-	-	132	-	132
Perte nette ajustée	(90)	(143)	(98)	(233)	(146)
Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise					
Prêts immobiliers douteux	(3)	(1)	(4)	(4)	(7)
Intérêts sur les prêts douteux	-	-	-	-	-
Prêts douteux acquis	(3)	(2)	(19)	(5)	(48)
Prêts productifs acquis	-	-	-	-	-
Recouvrement de pertes sur créances	(6)	(3)	(23)	(9)	(55)
Solde moyen des prêts et acceptations	61	78	81	69	109
Prêts et acceptations à la clôture de la période	60	74	75	60	75
États-Unis - Principales données financières (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	(20)	(33)	(34)	(53)	(68)
Recouvrement de pertes sur créances	(5)	(17)	(17)	(22)	(84)
Charges autres que d'intérêts	70	58	79	128	110
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(35)	(17)	(33)	(52)	(34)
Perte nette comptable	(50)	(57)	(63)	(107)	(60)
Total des revenus ajustés (bic)	(20)	(33)	(34)	(53)	(68)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(5)	(2)	(17)	(7)	(40)
Charges autres que d'intérêts ajustées	56	43	13	99	37
Perte nette ajustée	(41)	(57)	(22)	(98)	(42)

1) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été essentiellement inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères et a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.

3) Charge de restructuration avant impôts de 188 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016. Les coûts de restructuration ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les secteurs experts, dont le groupe Technologie et opérations (T&O). Les secteurs experts offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'approvisionnement.

Les coûts associés aux services fournis par les secteurs experts sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, certains coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration et les ajustements à la provision générale pour pertes sur créances.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2016

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 103 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 241 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 90 millions pour le trimestre, contre 98 millions un an auparavant. Les résultats ajustés des deux périodes ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions, et ceux du deuxième trimestre de 2016 excluent également une charge de restructuration de 132 millions après impôts. Les résultats ajustés ont augmenté parce que les revenus non établis sur une bic ont été exceptionnellement élevés dans le trimestre à l'étude, ce qui a été en grande partie contrebalancé par la hausse des charges, lesquelles avaient été anormalement faibles un an plus tôt, et aussi parce que les recouvrements de pertes sur créances ont reculé. Les résultats comptables ont progressé en raison de l'incidence nette de ces mêmes facteurs ainsi que du fait qu'une charge de restructuration avait été inscrite un an plus tôt.

Comparaison du deuxième trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2017

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 103 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 157 millions au trimestre précédent. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est établie à 90 millions, en regard de 143 millions au premier trimestre de 2017. Les résultats ajustés des deux périodes ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats comptables et ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés en raison surtout du fait que les revenus non établis sur une bic ont été exceptionnellement élevés dans le trimestre considéré.

Comparaison du premier semestre de 2017 et du premier semestre de 2016

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 260 millions de dollars pour le premier semestre de 2017, contre 357 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est établie à 233 millions, en regard de 146 millions au premier semestre de 2016. Les résultats ajustés des deux périodes ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats ajustés constatés un an auparavant excluent également une charge de restructuration et un ajustement comptable cumulatif négatif. Les résultats ajustés ont fléchi en raison de l'accroissement des charges et de la baisse des recouvrements de pertes sur créances, ce qui a été atténué par l'augmentation des revenus non établis sur une bic. Les résultats comptables ont progressé en raison des éléments ignorés aux fins du calcul des résultats ajustés, ce qui a été neutralisé en partie par l'incidence nette de ces mêmes facteurs.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015
Revenus	5 741	5 405	5 278	5 633	5 101	5 075	4 982	4 826
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	708	4	79	691	407	366	265	218
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 033	5 401	5 199	4 942	4 694	4 709	4 717	4 608
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	259	173	174	257	201	183	128	160
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges autres que d'intérêts	3 276	3 379	3 323	3 092	3 312	3 270	3 093	2 971
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 498	1 849	1 702	1 593	1 181	1 256	1 496	1 477
Charge d'impôts sur le résultat	250	361	357	348	208	188	282	285
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 248	1 488	1 345	1 245	973	1 068	1 214	1 192
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	13	14	21	19	16	15	17	6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	34	28	29	31	31	33	33	32
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	-	-	62	-	-
Coûts de restructuration 4)	-	-	-	-	132	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 295	1 530	1 395	1 295	1 152	1 178	1 264	1 230
Bénéfice de base par action (\$)	1,85	2,23	2,03	1,87	1,46	1,59	1,83	1,81
Bénéfice dilué par action (\$)	1,84	2,22	2,02	1,86	1,45	1,58	1,83	1,80
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,92	2,28	2,10	1,94	1,73	1,75	1,90	1,86
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,52	1,55	1,57	1,58	1,61	1,58	1,53	1,52
Dotation à la provision pour pertes sur créances en % du solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,28	0,19	0,19	0,29	0,23	0,21	0,15	0,20
Taux d'impôt effectif (%)	16,7	19,5	21,0	21,9	17,6	15,0	18,8	19,3
Taux d'impôt effectif ajusté (%)	17,1	19,8	21,2	22,0	19,6	16,2	18,9	19,4
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,34	1,33	1,32	1,30	1,30	1,37	1,32	1,27
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
Bénéfice net comptable de PE Canada	531	743	588	560	525	529	560	555
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	1	-	1	-	1	1	1
Bénéfice net ajusté de PE Canada	531	744	588	561	525	530	561	556
Bénéfice net comptable de PE États-Unis	248	260	288	278	268	251	210	224
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	12	12	13	12	12	13	14	13
Bénéfice net ajusté de PE États-Unis	260	272	301	290	280	264	224	237
Bénéfice net comptable de la Gestion de patrimoine	251	266	279	201	134	147	243	209
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	7	9	5	9	11	6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	21	15	16	17	19	19	17	17
Bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine	272	281	302	227	158	175	271	232
Bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux	321	376	392	317	287	257	236	267
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	-	-	1	-	-	1	1
Bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux	322	376	392	318	287	257	237	268
Bénéfice net comptable des Services d'entreprise	(103)	(157)	(202)	(111)	(241)	(116)	(35)	(63)
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	13	14	14	10	11	6	6	-
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	-	-	62	-	-
Coûts de restructuration 4)	-	-	-	-	132	-	-	-
Bénéfice net ajusté de Services d'entreprise	(90)	(143)	(188)	(101)	(98)	(48)	(29)	(63)

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts. Les montants de la Gestion de patrimoine sont les suivants : néant au deuxième et au premier trimestres de 2017, 10 millions de dollars au quatrième et au troisième trimestres de 2016, 6 millions au deuxième trimestre de 2016, 12 millions au premier trimestre de 2016, 13 millions au quatrième trimestre de 2015 et 9 millions au troisième trimestre de 2015. Les montants des Services d'entreprise sont les suivants : 21 millions au deuxième trimestre de 2017, 22 millions au premier trimestre de 2017, 21 millions au quatrième trimestre de 2016, 17 millions au troisième trimestre de 2016, 18 millions au deuxième trimestre de 2016, 10 millions au premier trimestre de 2016, 7 millions au quatrième trimestre de 2015 et néant au troisième trimestre de 2015.

2) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation. Les montants relatifs à PE Canada s'établissent comme suit : néant au deuxième trimestre de 2017, 1 million de dollars au premier trimestre de 2017 et aux quatrième et troisième trimestres de 2016, néant au deuxième trimestre de 2016, 1 million au premier trimestre de 2016, 2 millions au quatrième trimestre de 2015 et 1 million au troisième trimestre de 2015. Les montants de PE États-Unis sont les suivants : 16 millions au deuxième et au premier trimestres de 2017, 17 millions au quatrième trimestre de 2016, 16 millions au troisième trimestre de 2016, 17 millions au deuxième trimestre de 2016, 18 millions au premier trimestre de 2016 et au quatrième trimestre de 2015 et 16 millions au troisième trimestre de 2015. Les montants de la Gestion de patrimoine s'établissent comme suit : 26 millions au deuxième trimestre de 2017, 19 millions au premier trimestre de 2017 et au quatrième trimestre de 2016, 22 millions au troisième trimestre de 2016, 23 millions au deuxième trimestre de 2016, 24 millions au premier trimestre de 2016 et 22 millions au quatrième et troisième trimestres de 2015. Pour ce qui est des montants de BMO Marchés des capitaux, ils sont les suivants : 1 million au deuxième et premier trimestres de 2017, néant au quatrième trimestre de 2016, 1 million au troisième trimestre de 2016, néant au deuxième et premier trimestres de 2016 et 1 million au quatrième et au troisième trimestres de 2015.

3) Il s'agit d'un ajustement comptable cumulatif qui a été comptabilisé sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts en lien avec la conversion des monnaies étrangères et qui a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.

4) Les charges de restructuration avant impôts comprises dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise se sont élevées à 188 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 66 et 67 de son Rapport annuel pour 2016. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de 2015 et le deuxième trimestre de 2017.

Tendances relatives au bénéfice

Si ce n'est des répercussions du recul des marchés boursiers sur la Gestion de patrimoine dans la première moitié de 2016 ainsi que de la réduction de valeur d'un placement au deuxième trimestre de 2016, les résultats comptables et ajustés ont, en général, affiché des tendances à la hausse dans les huit derniers trimestres. Les résultats comptables ont également été touchés par un ajustement comptable cumulatif constaté au premier trimestre de 2016 et par une charge de restructuration au deuxième trimestre de ce même exercice. Au cours de chacun des huit derniers trimestres, le bénéfice net de PE Canada a affiché une saine croissance sur un an, ce qui reflète l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. Les résultats de PE Canada au premier trimestre de 2017 tenaient compte d'un profit de 168 millions de dollars après impôts réalisé sur une vente. Les résultats de PE États-Unis se sont améliorés dans la seconde moitié de 2015 grâce à la progression du bilan et des revenus. La croissance enregistrée en 2016 reflète en grande partie les résultats des activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ainsi que la croissance interne des revenus et une bonne gestion des charges, reflétant ainsi un levier d'exploitation positif. Pour le premier trimestre de 2017, les résultats de PE États-Unis rendaient compte de la hausse des revenus tirés des dépôts et incluaient une perte de 35 millions après impôts à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects. Les résultats du deuxième trimestre de 2017 ont été touchés par la hausse de la dotation à la provision pour créances. Le repli des marchés boursiers a nuï aux résultats de la Gestion de patrimoine dans le premier semestre de 2016, mais ceux-ci se sont améliorés dans le second semestre ainsi que dans la première moitié de 2017. Les résultats du quatrième trimestre de 2015 ont bénéficié d'un profit à la vente de l'unité de services de retraite de BMO aux États-Unis, et ceux du quatrième trimestre de 2016 ont été soutenus par un profit à la vente d'un placement en actions. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, et ce, essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt et des marchés boursiers ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles. À compter de l'exercice 2015, les résultats de BMO Marchés des capitaux ont reflété l'amélioration du rendement, ce qui s'est poursuivi par la suite et a généré de très bons résultats en 2016 ainsi que dans la première moitié de 2017. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et sont touchés notamment par la variabilité inhérente aux avantages que procure le portefeuille de prêts acquis, variabilité qui a diminué au fil du temps en raison de la liquidation de ce portefeuille.

Exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a été relativement stable malgré une certaine fluctuation d'un trimestre à l'autre. En regard du trimestre précédent, l'augmentation enregistrée dans celui à l'étude a découlé de la hausse des dotations de BMO Marchés des capitaux et des unités des Services bancaires PE.

Le taux d'impôt effectif peut varier, car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice généré dans chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 30 avril 2017, le total des actifs atteignait 718,9 milliards de dollars, ayant augmenté de 31,0 milliards en regard de celui au 31 octobre 2016. La plus-value du dollar américain a causé une augmentation de 5,2 milliards, compte non tenu de l'incidence qu'a eue ce facteur sur les actifs financiers dérivés. Ces actifs ont régressé de 7,2 milliards et les passifs financiers dérivés ont fléchi de 6,2 milliards en raison de la diminution de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et des contrats de change.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des variations causées par l'appréciation du dollar américain. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 13,7 milliards de dollars, ce qui s'explique par les activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Le montant net des prêts a augmenté de 6,4 milliards en raison d'une hausse des prêts aux entreprises et aux administrations publiques dans tous les groupes d'exploitation ainsi que des prêts hypothécaires à l'habitation dans PE Canada, ce qui a été annulé en partie par la vente, au premier trimestre de 2017, d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis qui était inclus dans les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers. Les valeurs mobilières ont augmenté de 6,0 milliards, et ce, en raison principalement de l'accroissement des titres de négociation de BMO Marchés des capitaux. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont augmenté de 5,1 milliards en raison surtout de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales. Les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, se sont accrus de 2,0 milliards.

Les passifs se sont alourdis de 28,4 milliards de dollars en regard de ceux au 31 octobre 2016. La plus-value du dollar américain les a accrus de 5,0 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, les passifs financiers dérivés ont enregistré une baisse de 6,2 milliards.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des variations causées par l'appréciation du dollar américain. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 20,8 milliards de dollars en raison des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les dépôts se sont accrus de 10,7 milliards, ce qui reflète la progression des dépôts des clients et des dépôts de gros, les dépôts des particuliers ayant augmenté de 6,8 milliards et les dépôts des entreprises et des administrations publiques, de 5,2 milliards, ce qui a été contrebalancé en partie par une baisse de 1,3 milliard des dépôts d'autres banques. Quant aux acceptations, elles ont augmenté de 0,8 milliard. Les hausses indiquées ci-dessus ont été annulées en partie par des baisses de 1,2 milliard des titres vendus à découvert et de 1,3 milliard des autres passifs.

Le total des capitaux propres s'est renforcé de 2,6 milliards de dollars en regard de celui au 31 octobre 2016, ce qui a découlé d'une hausse de 1,5 milliard des résultats non distribués, de 0,5 milliard des actions ordinaires et de 0,5 milliard des actions privilégiées. L'augmentation du capital social a résulté de l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et du régime d'options sur actions ainsi que de l'émission d'actions privilégiées.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2016 et correspondent à celles décrites à la note 28 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 201 du Rapport annuel 2016 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 78 de son Rapport annuel pour 2016. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 30 avril 2017.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion pour 2016 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 avril 2017 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 113 à 115 ainsi que 145 à 147 du Rapport annuel 2016 de BMO.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les pages 115 à 117 du Rapport annuel pour 2016 de BMO et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 147 et 148 de ce même rapport ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 avril 2017 renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir. La norme la plus importante qu'il lui faudra adopter est l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), ce qu'elle devra faire en date du 1^{er} novembre 2017. L'incidence de cette norme et l'approche utilisée par la Banque pour la mettre en œuvre sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 avril 2017. L'IFRS 9 traite de dépréciation, de classement, d'évaluation et de comptabilité de couverture.

Au cours du trimestre, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié sa norme sur l'approche intermédiaire et les dispositions transitoires concernant le traitement réglementaire des provisions comptables. Le CBCB a précisé qu'il maintiendra le traitement actuel des provisions aux termes de l'approche standard et de l'approche NI avancée pendant une période transitoire. En outre, le CBCB accorde aux autorités locales l'option de choisir d'appliquer ou non des dispositions transitoires eu égard aux conséquences de l'IFRS 9 sur les fonds propres réglementaires. Le BSIF, qui est l'organisme de réglementation de la Banque, n'a pas précisé l'approche qu'il privilégiait quant à l'application d'éventuelles dispositions transitoires aux fins du calcul des fonds propres réglementaires.

Instruments financiers désignés

Les pages 77 et 78 du Rapport annuel pour 2016 de BMO donnent plus de renseignements sur des instruments financiers désignés qui, depuis 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru, et présentent de l'information sur les secteurs présentant un intérêt particulier, soit le secteur pétrolier et gazier et le secteur minier. Les prêts en cours de BMO dans le secteur pétrolier et gazier représentent toujours environ 2 % du total des prêts et ceux du secteur minier, toujours moins de 1 % de ce total. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2016.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

En juin 2016, les règles sur les arrangements de capitaux propres synthétiques ont été adoptées au Canada. Ces règles influent sur la déductibilité aux fins fiscales des dividendes canadiens dans certaines circonstances et sont entrées en vigueur le 1^{er} mai 2017. En outre, les règles sur les arrangements de capitaux propres synthétiques auront pour effet d'augmenter notre taux d'impôt effectif et auront une incidence défavorable sur le résultat de BMO Marchés des capitaux. L'Agence du revenu du Canada nous a imposé une nouvelle cotisation au titre de transactions semblables à celles visées par ces règles. La note 13 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités ainsi que notre Rapport annuel pour 2016 renferment d'autres renseignements à ce sujet.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 70, 100 et 110 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché et de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 79 à 112 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

Risque de marché

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 17 ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché **Tableau 17**

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017				Au 31 octobre 2016				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 528	-	35 528	-	31 653	-	31 653	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 360	239	6 121	-	4 449	258	4 191	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	91 456	83 067	8 389	-	84 458	76 297	8 161	-	Taux d'intérêt, écart de taux, actions
Titres disponibles à la vente	55 529	-	55 529	-	55 663	-	55 663	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	9 145	-	9 145	-	8 965	-	8 965	-	Taux d'intérêt
Titres divers	915	-	915	-	899	-	899	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	80 951	-	80 951	-	66 646	-	66 646	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	367 575	-	367 575	-	358 730	-	358 730	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	31 943	30 810	1 133	-	39 183	37 571	1 612	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	13 773	-	13 773	-	13 021	-	13 021	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	25 768	-	9 749	16 019	24 268	-	9 149	15 119	Taux d'intérêt
Total des actifs	718 943	114 116	588 808	16 019	687 935	114 126	558 690	15 119	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	488 212	12 959	475 253	-	473 372	11 604	461 768	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	32 025	29 558	2 467	-	38 227	36 132	2 095	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	13 773	-	13 773	-	13 021	-	13 021	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	24 018	24 018	-	-	25 106	25 106	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	62 036	-	62 036	-	40 718	-	40 718	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	49 648	-	49 362	286	50 724	-	50 401	323	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	4 318	-	4 318	-	4 439	-	4 439	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	674 030	66 535	607 209	286	645 607	72 842	572 442	323	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ou qui sont des titres disponibles à la vente.

Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué d'un trimestre à l'autre en raison surtout de la réduction des expositions aux taux d'intérêt et aux actions ainsi que des récentes conséquences de l'utilisation de données historiques moins volatiles aux fins du calcul de la VaR. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de l'effet de diversification. Toujours d'un trimestre à l'autre, le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a légèrement varié, des effets compensatoires ayant été constatés d'une catégorie d'actifs à l'autre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte de l'incidence d'une hausse de la valeur de marché des prêts à taux fixe et des taux minimums des dépôts des clients qui ont été modélisés. L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a baissé en regard du 31 janvier 2017 en raison surtout de l'actualisation d'un modèle employé pour les dépôts aux États-Unis, modèle qui reflète la valeur plus élevée de certains dépôts lorsque les taux d'intérêt montent. En regard du 31 janvier 2017, l'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une diminution des taux a baissé, et ce, à cause de l'actualisation du modèle précité. La sensibilité du résultat structurel quantifie l'incidence potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus structurels constatés au bilan dans les douze mois à venir. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte du risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi que du fait qu'il est plus difficile de réduire les taux des dépôts lorsque les taux d'intérêt diminuent. Aux États-Unis, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté au deuxième trimestre de 2017. Bien qu'une telle augmentation favorise le résultat courant, elle accentue l'exposition du résultat à une baisse de taux puisque les taux à court terme peuvent désormais baisser plus fortement qu'auparavant. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt reflète

surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent. Cet avantage a fléchi en regard du 31 janvier 2017 en raison surtout de la diminution de la sensibilité des actifs à court terme durant le trimestre.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 95 à 99 de son Rapport annuel pour 2016.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1)

Tableau 18

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2017				Au 31 janvier 2017	Au 31 octobre 2016
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,6)	(0,8)	(1,6)	(0,4)	(1,1)	(0,7)
VaR liée aux actions	(2,6)	(3,1)	(8,5)	(2,2)	(4,3)	(4,5)
VaR liée au change	(0,7)	(0,7)	(2,4)	(0,2)	(0,3)	(1,8)
VaR liée aux taux d'intérêt	(5,2)	(5,5)	(7,8)	(3,9)	(7,5)	(10,3)
VaR liée au crédit	(2,3)	(2,1)	(2,9)	(1,7)	(2,0)	(2,0)
Diversification	6,5	6,4	n. s.	n. s.	7,5	9,3
Total de la VaR – Négociation	(4,9)	(5,8)	(9,2)	(4,3)	(7,7)	(10,0)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.
n. s. – non significatif

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2017				Au 31 janvier 2017	Au 31 octobre 2016
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(6,0)	(2,0)	(6,0)	(0,9)	(2,1)	(1,4)
VaR liée aux actions en période de tension	(14,1)	(11,2)	(14,1)	(9,4)	(9,6)	(18,7)
VaR liée au change en période de tension	(0,7)	(1,1)	(4,0)	(0,3)	(0,3)	(3,2)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(12,9)	(16,3)	(20,0)	(12,9)	(22,4)	(23,1)
VaR liée au crédit en période de tension	(10,4)	(8,8)	(10,8)	(6,6)	(7,0)	(6,5)
Diversification	26,0	21,8	n. s.	n. s.	23,1	25,8
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(18,1)	(17,6)	(21,1)	(13,6)	(18,3)	(27,1)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.
2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.
n. s. – non significatif

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	30 avril 2017	31 janvier 2017	31 octobre 2016	30 avril 2017	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Hausse de 100 points de base	(811,4)	(959,8)	(680,2)	119,8	162,6	149,0
Baisse de 100 points de base	165,3	280,4	7,3	(343,4)	(292,2)	(168,9)

- Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 50 et 100 points de base, respectivement (50 points de base pour les taux canadiens et les taux américains en 2016) pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé des taux d'intérêt à court terme.
- Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées au moyen du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque.
- Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.
- Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2017 donnerait lieu à une augmentation de 69 millions de dollars de leur résultat avant impôts et à une hausse de 504 millions de leur valeur économique avant impôts (77 millions et 503 millions, respectivement, au 31 janvier 2017; et 90 millions et 623 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2017 donnerait lieu à une diminution de 69 millions de leur résultat avant impôts et à une diminution de 612 millions de leur valeur économique avant impôts (76 millions et 601 millions, respectivement au 31 janvier 2017; et 87 millions et 744 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 21 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 209,7 milliards de dollars au 30 avril 2017, contre 208,0 milliards au 31 janvier 2017. La hausse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement des répercussions de la plus-value du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux

programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne considère pas les facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 22 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

	Au 30 avril 2017					Au 31 janvier 2017
	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 528	-	35 528	1 740	33 788	32 370
Dépôts à d'autres banques	6 360	-	6 360	-	6 360	5 888
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	125 664	18 528	144 192	90 307	53 885	63 160
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	22 594	1 167	23 761	4 444	19 317	18 064
Titres de créance d'entreprises	19 301	8 983	28 284	4 114	24 170	24 387
Titres de participation d'entreprises	70 437	21 107	91 544	40 435	51 109	42 793
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	237 996	49 785	287 781	139 300	148 481	148 404
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	23 507	-	23 507	2 443	21 064	21 314
Total des actifs liquides	303 391	49 785	353 176	143 483	209 693	207 976
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	66 322	-	66 322	448	65 874	63 793
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	369 713	49 785	419 498	143 931	275 567	271 769

Certains montants de la période antérieure ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

- 1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 30 avril 2017.
- 2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.
- 3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.
- 4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.
- 5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2017					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	41 888	-	1 740	12	40 136
Valeurs mobilières 5)	311 288	115 281	26 462	9 393	160 152
Prêts	344 068	57 278	448	220 468	65 874
Autres actifs					
Instruments dérivés	31 943	-	-	31 943	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 773	-	-	13 773	-
Bureaux et matériel	2 067	-	-	2 067	-
Écart d'acquisition	6 556	-	-	6 556	-
Immobilisations incorporelles	2 207	-	-	2 207	-
Actifs d'impôt exigible	1 450	-	-	1 450	-
Actifs d'impôt différé	3 170	-	-	3 170	-
Actifs divers	10 318	-	-	10 318	-
Total des autres actifs	71 484	-	-	71 484	-
Total des actifs	768 728	172 559	28 650	301 357	266 162

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2017					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	39 967	-	1 709	12	38 246
Valeurs mobilières 5)	300 175	106 328	24 129	8 821	160 897
Prêts	329 910	56 351	405	209 361	63 793
Autres actifs					
Instruments dérivés	30 161	-	-	30 161	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 588	-	-	13 588	-
Bureaux et matériel	2 062	-	-	2 062	-
Écart d'acquisition	6 235	-	-	6 235	-
Immobilisations incorporelles	2 151	-	-	2 151	-
Actifs d'impôt exigible	1 329	-	-	1 329	-
Actifs d'impôt différé	2 934	-	-	2 934	-
Actifs divers	10 037	-	-	10 037	-
Total des autres actifs	68 497	-	-	68 497	-
Total des actifs	738 549	162 679	26 243	286 691	262 936

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 9,4 milliards de dollars au 30 avril 2017, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprendent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 23 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 30 avril 2017, le RLCT moyen quotidien a été de 136 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a augmenté en regard de celui de 131 % du trimestre précédent, ce qui a découlé surtout de la diminution des sorties de trésorerie nettes. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 21.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 100 de son Rapport annuel pour 2016.

Ratio de liquidité à court terme
Tableau 23

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trimestre clos le 30 avril 2017

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	134,7
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	163,0	10,1
Dépôts stables	88,1	2,6
Dépôts moins stables	74,9	7,5
Financement de gros non garanti, dont :	140,0	80,4
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	49,9	12,3
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	60,5	38,5
Dettes non garanties	29,6	29,6
Financement de gros garanti	*	16,6
Exigences supplémentaires, dont :	130,6	27,4
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	9,8	5,3
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	3,0	3,0
Facilités de crédit et de liquidité	117,8	19,1
Autres obligations de financement contractuelles	0,5	-
Autres obligations de financement conditionnelles	319,9	4,9
Total des sorties de trésorerie	*	139,4
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	109,5	18,3
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	11,8	9,2
Autres entrées de trésorerie	12,1	12,2
Total des entrées de trésorerie	133,4	39,7
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		134,7
Total des sorties nettes de trésorerie		99,7
Ratio de liquidité à court terme (%)		136

Trimestre clos le 31 janvier 2017

	Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité	134,4
Total des sorties nettes de trésorerie	103,0
Ratio de liquidité à court terme (%)	131

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 61 jours ouvrables au deuxième trimestre de 2017.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 293,3 milliards de dollars au 30 avril 2017, en hausse comparativement à 286,2 milliards au 31 janvier 2017, ce qui est essentiellement imputable à l'incidence d'un dollar américain plus fort et à la croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts en guise de soutien de certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels, et émet, à des épargnants, des billets structurés destinés aux particuliers. Au 30 avril 2017, ces dépôts et billets se chiffrèrent à 48,4 milliards.

Au 30 avril 2017, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 177,2 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 52,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 124,8 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 174,4 milliards au 31 janvier 2017 en raison surtout de l'incidence de la plus-value du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24. La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 209,7 milliards au 30 avril 2017 et qui, tel qu'il est décrit à la page 25, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de créances de marges de crédit sur valeur domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement éventuelles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques et est régulièrement mis à jour au cours de l'exercice afin que les résultats réels et les plus récentes informations prévisionnelles y soient intégrés.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Tableau 24

Au 30 avril 2017	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts d'autres banques	3 290	89	1	-	3 380	-	221	3 601
Certificats de dépôt et papier commercial	13 390	24 550	15 407	10 887	64 234	3 166	-	67 400
Billets de dépôt au porteur	1 221	494	275	927	2 917	-	-	2 917
Papier commercial adossé à des actifs	1 416	2 236	787	-	4 439	-	-	4 439
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	-	4 355	2 258	6 549	13 162	8 216	21 273	42 651
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	-	-	5	3	8	36	2 919	2 963
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	-	650	787	1 450	2 887	2 569	12 478	17 934
Obligations couvertes	-	-	-	575	575	2 231	16 905	19 711
Titrisations de créances de cartes de crédit	-	-	-	704	704	1 135	2 524	4 363
Dette subordonnée 3)	-	-	-	-	-	-	5 270	5 270
Autres 4)	-	-	4 093	1 195	5 288	-	683	5 971
Total	19 317	32 374	23 613	22 290	97 594	17 353	62 273	177 220
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 416	2 886	5 667	3 924	13 893	5 935	32 590	52 418
Financement non garanti	17 901	29 488	17 946	18 366	83 701	11 418	29 683	124 802
Total 5)	19 317	32 374	23 613	22 290	97 594	17 353	62 273	177 220

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDIF concernant les informations à fournir.

4) Avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

5) Le total du financement de gros était constitué de 50,7 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 126,5 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 30 avril 2017.

Évolution de la réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Le BSIF a prolongé jusqu'à janvier 2019 la période de mise en œuvre de cette mesure au pays étant donné qu'il est incertain que les grands marchés étrangers instaurent la norme révisée d'ici la date butoir en janvier 2018. Le BSIF prévoit rencontrer les parties prenantes du secteur dans les mois à venir afin d'examiner les plans de mise en œuvre de la ligne directrice et de clarifier les derniers détails concernant les règles sur le RSLLT qui s'appliquent au marché canadien.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 figurant à la page 161 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Standard & Poor's (SP) et Fitch ont attribué des perspectives stables alors que Moody's et DBRS ont accordé des perspectives négatives aux grandes banques canadiennes, dont BMO, en attendant que soient divulgués d'autres renseignements sur la façon dont le gouvernement instaurera un régime de recapitalisation interne destiné aux banques d'importance systémique nationale au Canada. Après la clôture du trimestre, soit le 10 mai 2017, Moody's a abaissé les cotes de six banques canadiennes, y compris BMO, et de leurs sociétés affiliées, ce qui reflète un changement dans son évaluation du profil macroéconomique du Canada. Ce changement traduit le fait que Moody's s'attend à ce que le contexte opérationnel des banques au Canada devienne plus difficile, ce qui pourrait mener à une détérioration de la qualité de leurs actifs et accroître leur sensibilité à des secousses externes. Comparativement aux autres banques à l'échelle mondiale, les banques canadiennes jouissent toujours d'excellentes cotes. L'évaluation

de crédit de base, les notations de la dette à long terme et des dépôts, et l'évaluation du risque de contrepartie attribuées à BMO et à ses sociétés affiliées ont été réduites d'un cran.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 30 avril 2017, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 156 millions de dollars, 494 millions et 722 millions, si ses cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement. Le changement de la notation à long terme attribuée par Moody's n'a eu aucune incidence sur les garanties à fournir advenant que ses cotes soient abaissées de un, deux ou trois crans.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 93 et 94 de son Rapport annuel pour 2016. Nos expositions dans les pays européens au 30 avril 2017 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 25

Au 30 avril 2017

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Total	Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains		Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	26	-	-	-	-	254	12	-	266	292
Italie	23	-	-	-	-	-	-	-	-	23
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	133	-	-	-	-	2	-	-	2	135
Total - pays GIIPE	182	-	-	-	-	256	12	-	268	450
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	131	144	8	103	255	8	3	22	33	419
Allemagne	170	14	7	938	959	50	3	3	56	1 185
Pays-Bas	526	351	9	-	360	18	35	-	53	939
Autres 8)	178	-	2	196	198	-	1	1	2	378
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 005	509	26	1 237	1 772	76	42	26	144	2 921
Reste de l'Europe										
Danemark	14	294	-	150	444	6	-	-	6	464
Suède	57	147	-	226	373	2	-	-	2	432
Royaume-Uni	868	89	58	200	347	414	40	16	470	1 685
Autres 8)	216	32	-	-	32	29	5	14	48	296
Total - reste de l'Europe	1 155	562	58	576	1 196	451	45	30	526	2 877
Total - Europe 9)	2 342	1 071	84	1 813	2 968	783	99	56	938	6 248

Au 31 janvier 2017

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Total	Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains		Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	73	-	-	-	-	248	21	-	269	342
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	923	448	73	1 305	1 826	432	47	17	496	3 245
Total - reste de l'Europe	795	951	72	735	1 758	449	75	26	550	3 103
Total - Europe 9)	1 791	1 399	145	2 040	3 584	1 129	143	43	1 315	6 690

Au 31 octobre 2016

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Total	Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains		Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	78	6	-	-	6	302	58	-	360	444
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 064	464	48	1 580	2 092	103	84	32	219	3 375
Total - reste de l'Europe	881	1 133	57	605	1 795	1 357	152	9	1 518	4 194
Total - Europe 9)	2 023	1 603	105	2 185	3 893	1 762	294	41	2 097	8 013

Voir les notes du tableau 26.

Pays	Prêts 2)								
	Tranche financée au 30 avril 2017			Au 30 avril 2017		Au 31 janvier 2017		Au 31 octobre 2016	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	26	-	129	26	122	24	126	25
Italie	15	8	-	23	23	1	1	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	127	6	-	179	133	90	48	80	53
Total – pays GIPE	142	40	-	331	182	213	73	206	78
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)									
France	131	-	-	175	131	131	89	155	111
Allemagne	53	116	1	232	170	213	132	207	133
Pays-Bas	41	485	-	657	526	644	485	661	502
Autres 8)	88	90	-	271	178	328	217	436	318
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	313	691	1	1 335	1 005	1 316	923	1 459	1 064
Reste de l'Europe									
Danemark	14	-	-	14	14	14	14	11	11
Suède	13	44	-	210	57	200	65	202	59
Royaume-Uni	23	845	-	1 162	868	880	461	808	543
Autres 8)	55	161	-	412	216	442	255	415	268
Total – reste de l'Europe	105	1 050	-	1 798	1 155	1 536	795	1 436	881
Total – Europe 9)	560	1 781	1	3 464	2 342	3 065	1 791	3 101	2 023

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 30 avril 2017 :

- Une sûreté de 1 875 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (16 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 114 millions d'euros.

- Des garanties de 1,2 milliard de dollars (36 millions de dollars dans les pays GIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 231 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 30 avril 2017 (*inclut une position nette de 201 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 18 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (13 milliards de dollars en Europe au 30 avril 2017).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 94 millions de dollars au 30 avril 2017 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 9 millions dans la Fédération de Russie au 30 avril 2017.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 55 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	3 241 \$	3 301 \$	3 085 \$	6 542 \$	6 151 \$
Valeurs mobilières	462	469	413	931	836
Dépôts à d'autres banques	72	54	53	126	114
	3 775	3 824	3 551	7 599	7 101
Charges d'intérêts					
Dépôts	917	887	711	1 804	1 400
Dettes subordonnées	37	39	48	76	94
Autres passifs	412	368	372	780	707
	1 366	1 294	1 131	2 660	2 201
Revenus nets d'intérêts	2 409	2 530	2 420	4 939	4 900
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	244	251	229	495	456
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	291	297	278	588	558
Revenus de négociation	266	408	323	674	550
Commissions sur prêts	226	223	214	449	425
Frais de services de cartes	83	102	104	185	212
Frais de gestion de placements et de garde de titres	402	400	381	802	772
Revenus tirés de fonds d'investissement	351	346	337	697	683
Commissions de prise ferme et de consultation	311	248	177	559	343
Profits sur titres, autres que de négociation	56	31	6	87	42
Revenus de change, autres que de négociation	68	34	17	102	77
Revenus d'assurance	844	196	543	1 040	986
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	38	243	(63)	281	(4)
Autres	152	96	135	248	176
	3 332	2 875	2 681	6 207	5 276
Total des revenus	5 741	5 405	5 101	11 146	10 176
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	259	173	201	432	384
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	708	4	407	712	773
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	1 778	1 983	1 904	3 761	3 808
Bureaux et matériel	651	607	605	1 258	1 161
Amortissement des immobilisations incorporelles	122	119	110	241	221
Déplacements et expansion des affaires	179	161	161	340	311
Communications	74	69	80	143	154
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	8	11	12	19	26
Honoraires	128	124	125	252	263
Autres	336	305	315	641	638
	3 276	3 379	3 312	6 655	6 582
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 498	1 849	1 181	3 347	2 437
Charge d'impôts sur le résultat	250	361	208	611	396
Bénéfice net	1 248 \$	1 488 \$	973 \$	2 736 \$	2 041 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 247	1 487	973	2 734	2 033
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1	1	-	2	8
Bénéfice net	1 248 \$	1 488 \$	973 \$	2 736 \$	2 041 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 12)					
De base	1,85 \$	2,23 \$	1,46 \$	4,08 \$	3,04 \$
Dilué	1,84	2,22	1,45	4,06	3,03
Dividendes par action ordinaire	0,88	0,88	0,84	1,76	1,68

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Bénéfice net	1 248 \$	1 488 \$	973 \$	2 736 \$	2 041 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	155	(96)	85	59	79
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(37)	(5)	(3)	(42)	(20)
	118	(101)	82	17	59
Variation nette des (pertes) latentes sur les couvertures de flux de trésorerie					
(Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(41)	(402)	(289)	(443)	(20)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	11	11	5	22	(9)
	(30)	(391)	(284)	(421)	(29)
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 355	(782)	(2 801)	573	(1 178)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(187)	96	353	(91)	229
	1 168	(686)	(2 448)	482	(949)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(96)	241	(153)	145	(322)
(Pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(115)	(43)	(196)	(158)	(112)
	(211)	198	(349)	(13)	(434)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts	1 045	(980)	(2 999)	65	(1 353)
Total du résultat global (de la perte globale)	2 293 \$	508 \$	(2 026)\$	2 801 \$	688 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	2 292	507	(2 026)	2 799	680
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1	1	-	2	8
Total du résultat global (de la perte globale)	2 293 \$	508 \$	(2 026)\$	2 801 \$	688 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (69) \$, de 55 \$ et de (34) \$ pour le trimestre et de (14) \$ et de (36) \$ pour le semestre, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 15 \$, de 3 \$ et de 0 \$ pour le trimestre et de 18 \$ et de 9 \$ pour le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 17 \$, de 164 \$ et de 98 \$ pour le trimestre et de 181 \$ et de (8) \$ pour le semestre, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (3) \$, de (4) \$ et de (2) \$ pour le trimestre et de (7) \$ et de 2 \$ pour le semestre, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 68 \$, de (35) \$ et de (118) \$ pour le trimestre et de 33 \$ et de (75) \$ pour le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 30 \$, de (93) \$ et de 55 \$ pour le trimestre et de (63) \$ et de 117 \$ pour le semestre, respectivement.

7) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 42 \$, de 15 \$ et de 70 \$ pour le trimestre et de 57 \$ et de 40 \$ pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	30 avril 2017	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 528 \$	34 079 \$	31 653 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 360	5 888	4 449
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	91 456	87 544	84 458
Titres disponibles à la vente	55 529	54 358	55 663
Titres détenus jusqu'à leur échéance	9 145	8 982	8 965
Titres divers	915	895	899
	157 045	151 779	149 985
Titres pris en pension ou empruntés	80 951	78 753	66 646
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	112 989	112 469	112 277
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 887	61 481	64 680
Prêts sur cartes de crédit	8 004	7 888	8 101
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	186 632	173 418	175 597
	369 512	355 256	360 655
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 937)	(1 868)	(1 925)
	367 575	353 388	358 730
Autres actifs			
Instruments dérivés	31 943	30 161	39 183
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 773	13 588	13 021
Bureaux et matériel	2 067	2 062	2 147
Écart d'acquisition	6 556	6 235	6 381
Immobilisations incorporelles	2 207	2 151	2 178
Actifs d'impôt exigible	1 450	1 329	906
Actifs d'impôt différé	3 170	2 934	3 101
Actifs divers	10 318	10 037	9 555
	71 484	68 497	76 472
Total des actifs	718 943 \$	692 384 \$	687 935 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 7)	488 212 \$	476 949 \$	473 372 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	32 025	31 770	38 227
Acceptations	13 773	13 588	13 021
Titres vendus à découvert	24 018	21 965	25 106
Titres mis en pension ou prêtés	62 036	53 500	40 718
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	22 262	21 794	22 377
Passifs d'impôt exigible	42	91	81
Passifs d'impôt différé	244	244	242
Passifs divers	27 100	25 632	28 024
	181 500	168 584	167 796
Dettes subordonnées (note 7)	4 318	4 370	4 439
Capitaux propres			
Actions privilégiées (note 8)	4 340	3 840	3 840
Actions ordinaires (note 8)	13 072	12 791	12 539
Surplus d'apport	307	303	294
Résultats non distribués	22 703	22 077	21 205
Cumul des autres éléments du résultat global	4 491	3 446	4 426
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	44 913	42 457	42 304
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	24	24
Total des capitaux propres	44 913	42 481	42 328
Total des passifs et des capitaux propres	718 943 \$	692 384 \$	687 935 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Actions privilégiées (note 8)				
Solde à l'ouverture de la période	3 840 \$	3 240 \$	3 840 \$	3 240 \$
Émises au cours de la période	500	-	500	-
Solde à la clôture de la période	4 340	3 240	4 340	3 240
Actions ordinaires (note 8)				
Solde à l'ouverture de la période	12 791	12 352	12 539	12 313
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	215	-	401	-
Émises en vertu du régime d'options sur actions	66	18	132	57
Solde à la clôture de la période	13 072	12 370	13 072	12 370
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	303	298	294	299
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	(3)	-	6	(2)
Autres	7	-	7	1
Solde à la clôture de la période	307	298	307	298
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	22 077	19 409	21 205	18 930
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 247	973	2 734	2 033
Dividendes – Actions privilégiées	(42)	(35)	(87)	(76)
– Actions ordinaires	(575)	(541)	(1 145)	(1 081)
Frais d'émission d'actions	(4)	-	(4)	-
Solde à la clôture de la période	22 703	19 806	22 703	19 806
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres disponibles à la vente				
Solde à l'ouverture de la période	(53)	(98)	48	(75)
Profits latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	155	85	59	79
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(37)	(3)	(42)	(20)
Solde à la clôture de la période	65	(16)	65	(16)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie				
Solde à l'ouverture de la période	205	867	596	612
(Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(41)	(289)	(443)	(20)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 4)	11	5	22	(9)
Solde à la clôture de la période	175	583	175	583
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger				
Solde à l'ouverture de la période	3 641	5 572	4 327	4 073
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 355	(2 801)	573	(1 178)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(187)	353	(91)	229
Solde à la clôture de la période	4 809	3 124	4 809	3 124
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel				
Solde à l'ouverture de la période	(271)	(259)	(512)	(90)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(96)	(153)	145	(322)
Solde à la clôture de la période	(367)	(412)	(367)	(412)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur				
Solde à l'ouverture de la période	(76)	204	(33)	120
(Pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(115)	(196)	(158)	(112)
Solde à la clôture de la période	(191)	8	(191)	8
Total du cumul des autres éléments du résultat global	4 491	3 287	4 491	3 287
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	44 913 \$	39 001 \$	44 913 \$	39 001 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	24	39	24	491
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	1	-	2	8
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(10)
Rachat/achat de la participation ne donnant pas le contrôle	(25)	-	(25)	(450)
Autres	-	(8)	(1)	(8)
Solde à la clôture de la période	-	31	-	31
Total des capitaux propres	44 913 \$	39 032 \$	44 913 \$	39 032 \$

1) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (69) \$, de (34) \$, de (14) \$ et de (36) \$ pour le trimestre et le semestre.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 15 \$, de 0 \$, de 18 \$ et de 9 \$ pour le trimestre et le semestre.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 17 \$, de 98 \$, de 181 \$ et de (8) \$ pour le trimestre et le semestre.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (3) \$, de (2) \$, de (7) \$ et de 2 \$ pour le trimestre et le semestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 68 \$, de (118) \$, de 33 \$ et de (75) \$ pour le trimestre et le semestre.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 30 \$, de 55 \$, de (63) \$ et de 117 \$ pour le trimestre et le semestre.

7) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 42 \$, de 70 \$, de 57 \$ et de 40 \$ pour le trimestre et le semestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 248 \$	973 \$	2 736 \$	2 041 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	7	3	9	7
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(63)	(9)	(96)	(49)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(2 535)	(5 374)	(6 556)	(7 295)
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 3)	259	201	432	384
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés	(903)	12 714	9 171	(1 890)
- augmentation (diminution) des passifs dérivés	(36)	(10 626)	(8 083)	3 387
Amortissement des bureaux et du matériel	96	95	192	190
Amortissement d'autres actifs	57	59	114	100
Amortissement des immobilisations incorporelles	122	110	241	221
(Augmentation) nette de l'actif d'impôt différé	(130)	(21)	(26)	(46)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	(5)	12	(3)	(4)
(Augmentation) nette de l'actif d'impôt exigible	(35)	(148)	(505)	(264)
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(54)	(79)	(41)	(52)
Variation des intérêts courus - (augmentation) des intérêts à recevoir	(125)	(98)	(101)	(84)
- augmentation (diminution) des intérêts à payer	86	105	(21)	37
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 529	(2 784)	622	(1 575)
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(1 876)	(1 478)	10 467	13 735
(Augmentation) nette des prêts	(7 792)	(11 541)	(6 781)	(14 722)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 608	3 901	(1 242)	6 396
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	6 259	13 898	20 724	20 986
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	368	(3 968)	(13 653)	(15 706)
Augmentation (diminution) nette de la titrisation et des passifs liés aux entités structurées	323	1 094	(201)	661
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(592)	(2 961)	7 399	6 458
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	-	3 131	(1 370)	3 122
Produit de l'émission (échéance) des obligations couvertes	-	2 148	(358)	2 334
Produit de l'émission de (remboursement sur) la dette subordonnée (note 7)	(100)	(700)	(100)	300
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	-	(450)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 8)	500	-	500	-
Frais d'émission d'actions	(4)	-	(4)	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 8)	66	18	133	57
Dividendes versés en trésorerie	(401)	(580)	(806)	(1 137)
Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle	-	-	-	(10)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	61	4 017	(2 005)	4 216
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(203)	(498)	(1 784)	(198)
Achats de titres, autres que de négociation	(12 797)	(5 881)	(24 028)	(13 527)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 876	1 115	3 019	2 973
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	11 826	4 631	21 149	8 666
Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle	(25)	-	(25)	-
Bureaux et matériel - (achats) nets	(59)	(105)	(93)	(178)
Logiciels achetés et développés - (achats) nets	(107)	(94)	(218)	(189)
Acquisitions	-	-	-	(12 078)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	511	(832)	(1 980)	(14 531)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 469	(3 074)	461	(327)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 449	(2 850)	3 875	(4 184)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	34 079	38 961	31 653	40 295
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	35 528 \$	36 111 \$	35 528 \$	36 111 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 266 \$	1 049 \$	2 678 \$	2 172 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	411 \$	242 \$	984 \$	626 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 646 \$	3 536 \$	7 688 \$	7 067 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2017 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés et offrons une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2016, qui figurent aux pages 144 à 205 de notre Rapport annuel 2016. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 24 mai 2017.

Changements futurs des IFRS Instruments financiers

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui traite de dépréciation, de classement et d'évaluation, ainsi que de comptabilité de couverture. Comme l'exige son organisme de réglementation, le BSIF, la Banque devra adopter l'IFRS 9 pour son exercice ouvert le 1^{er} novembre 2017. Le BSIF a émis d'autres recommandations concernant l'adoption de l'IFRS 9 dans un document intitulé Ligne directrice IFRS 9, *Instruments financiers et exigences en matière de divulgation financière*. Cette ligne directrice est conforme aux recommandations émises par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Approche en vue de l'application

Nous avons établi un comité de direction chargé de l'application de l'IFRS 9 et comprenant des membres de la haute direction représentant les services des finances, de la gestion des risques, de la technologie, de la gestion du capital et de l'audit interne. Ce comité est responsable de l'application globale de l'IFRS 9, assurant ainsi son intégration à l'échelle de la Banque ainsi que l'examen et l'approbation, par la direction, des principales décisions prises durant le processus de transition.

Notre approche transitoire est fondée sur trois axes de travaux qui correspondent aux trois grands sujets traités dans la norme, soit 1) la dépréciation, 2) le classement et l'évaluation et 3) la comptabilité de couverture. Chacun des axes requiert l'apport de diverses parties prenantes des services des finances, de la gestion des risques et des technologies de l'information. Jusqu'à maintenant, la Banque a concentré ses efforts sur l'établissement de méthodes comptables, sur l'évaluation des instruments de classement, sur la mise en place et la validation de modèles de dépréciation et sur l'implantation de nouveaux systèmes de technologies de l'information pour les calculs de dépréciation aux termes de l'IFRS 9. Durant l'exercice en cours, la Banque mettra en place un cadre de contrôle complet, elle validera et peaufinera ses modèles de dépréciation et elle mènera une évaluation en parallèle.

Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce nouveau modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode appliquée actuellement est conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non. Le portefeuille de prêts est l'élément qui subira les répercussions les plus importantes.

La première étape du modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs. La deuxième étape exige la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés. Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faudra tenir compte de nombreux facteurs et cela variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. La troisième étape exige la comptabilisation des pertes sur la durée de vie de tous les prêts douteux; celles-ci devant se rapprocher de la provision spécifique actuelle de la Banque. La provision relative aux prêts visés par les deuxième et troisième étapes devra être supérieure à celle prévue à la première étape en raison de la période de temps plus longue de prise en compte dans le cadre de ces deux premières étapes.

Aux termes de l'IFRS 9, pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes attendues, il faudra tenir compte d'événements passés, de la conjoncture des marchés et d'informations raisonnables et justifiables concernant la situation économique à venir. La norme exige également que les prévisions de la conjoncture économique encore à venir soient examinées selon une évaluation objective fondée sur des pondérations probabilistes des résultats futurs probables. Comme cette norme exige le recours à des informations prospectives, le montant de la dotation à la provision pour créances variera davantage en fonction de l'évolution attendue de la situation économique.

Afin de déterminer la durée de vie d'un instrument, l'IFRS 9 exige normalement la prise en compte de la période contractuelle du prêt, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

Nous sommes en voie de parachever et de mettre à l'essai les modèles clés qu'exige l'IFRS 9 et nous n'avons pas encore établi une estimation raisonnable quant aux conséquences sur notre provision générale; cependant, toute variation de la provision à l'adoption sera constatée dans les résultats non distribués.

Classement et évaluation

La nouvelle norme exige que nous classions les instruments d'emprunt selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. L'emploi de ce modèle détermine le classement en fonction de l'objectif commercial visé par la détention d'un actif. En règle générale, les instruments d'emprunt seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à moins que certaines conditions ne soient respectées et qu'il ne soit alors permis de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les instruments d'emprunt dont les flux de trésorerie contractuels ne représentent que des paiements de capital et d'intérêts pourront être évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les profits et les pertes relatifs à des instruments d'emprunt constatés dans les autres éléments du résultat global seront pris en compte dans le résultat net sur cession.

De façon générale, les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, les profits et pertes latents sur les instruments de capitaux propres actuellement classés comme des titres disponibles à la vente sont désormais comptabilisés en résultat si l'option d'évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'a pas été choisie. Pour l'instant, ces profits et pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Si toutefois nous décidions de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les profits et les pertes ne seraient pas comptabilisés en résultat.

La Banque est actuellement en voie de terminer les analyses de son modèle économique et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels.

Comme le permet l'IFRS 9, au cours de l'exercice 2015, nous avons appliqué par anticipation les dispositions de la norme concernant la constatation des variations du risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La note 9 renferme de l'information supplémentaire sur les variations du risque de crédit propre.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. L'IFRS 9 prévoit un choix de méthode qui nous permettrait de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture. La Banque ne prévoit pas adopter les dispositions de comptabilité de couverture de l'IFRS 9. Cependant, tel que le prescrit la norme, nous fournirons les informations sur la comptabilité de couverture.

Transition

L'IFRS 9 doit être adoptée de manière rétrospective; son incidence à l'ouverture devant être comptabilisée dans les résultats non distribués le 1^{er} novembre 2017, sans qu'aucun chiffre des périodes antérieures ne soit retraité. À notre avis, nos prêts comptabilisés à la troisième étape correspondront en grande partie à notre provision spécifique actuelle. La Banque évalue toujours l'incidence sur la comptabilisation de nos prêts visés par les première et deuxième étapes en regard de notre provision générale actuelle. L'incidence définitive est établie en fonction des conditions qui prévalent au moment de l'adoption et des scénarios économiques futurs prévus par la Banque.

À la transition, les titres de participation disponibles à la vente de la Banque seront en grande partie classés à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui pourrait constituer la conséquence la plus importante au chapitre du classement et de l'évaluation. Certains autres titres de créance pourraient également être reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net plutôt que disponibles à la vente à l'adoption de la norme le 1^{er} novembre 2017.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'IASB a publié l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (IFRS 17), qui propose une méthode d'évaluation globale pour tous les types de contrats d'assurance et qui remplacera la version actuelle de l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*. Nous adopterons l'IFRS 17 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2021. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 17.

Note 2 : Valeurs mobilières

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2017				31 octobre 2016			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	9 058	30	10	9 078	8 109	62	3	8 168
des administrations provinciales et municipales canadiennes	5 532	71	2	5 601	6 126	110	4	6 232
l'administration fédérale américaine	11 205	27	160	11 072	9 564	47	54	9 557
des municipalités, agences et États américains	4 579	47	9	4 617	4 379	77	6	4 450
d'autres administrations publiques	4 302	11	13	4 300	5 214	17	4	5 227
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	2 865	19	2	2 882	3 473	37	3	3 507
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	10 459	11	120	10 350	9 591	50	26	9 615
Titres de créance d'entreprises	5 978	43	8	6 013	7 219	78	5	7 292
Titres de participation d'entreprises	1 505	134	23	1 616	1 529	116	30	1 615
Total	55 483	393	347	55 529	55 204	594	135	55 663

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Pour les périodes de trois mois closes le								
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	57	71	117	132	240	226	414	429
Montants sortis du bilan	(6)	(9)	(161)	(164)	(105)	(77)	(272)	(250)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	5	3	49	44	10	60	64	107
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	2	9	133	132	124	60	259	201
Fluctuations de change et autres	(1)	(10)	(3)	(13)	(12)	(24)	(16)	(47)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	57	64	135	131	257	245	449	440
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	72	98	584	746	1 003	873	1 659	1 717
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(4)	(15)	(17)	(51)	21	66	-	-
Fluctuations de change et autres	2	(6)	6	(23)	29	(55)	37	(84)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	70	77	573	672	1 053	884	1 696	1 633
Total de la provision pour pertes sur créances	127	141	708	803	1 310	1 129	2 145	2 073
Composition :								
Prêts	100	112	708	803	1 129	979	1 937	1 894
Autres instruments de crédit	27	29	-	-	181	150	208	179

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Pour les périodes de six mois closes le								
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	59	69	123	113	250	210	432	392
Montants sortis du bilan	(13)	(24)	(328)	(331)	(163)	(126)	(504)	(481)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	8	10	97	80	28	104	133	194
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	9	19	250	281	173	84	432	384
Fluctuations de change et autres	(6)	(10)	(7)	(12)	(31)	(27)	(44)	(49)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	57	64	135	131	257	245	449	440
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	71	111	596	714	1 015	835	1 682	1 660
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(2)	(33)	(25)	(34)	27	67	-	-
Fluctuations de change et autres	1	(1)	2	(8)	11	(18)	14	(27)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	70	77	573	672	1 053	884	1 696	1 633
Total de la provision pour pertes sur créances	127	141	708	803	1 310	1 129	2 145	2 073
Composition :								
Prêts	100	112	708	803	1 129	979	1 937	1 894
Autres instruments de crédit	27	29	-	-	181	150	208	179

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 16 millions de dollars et de 39 millions ont été inscrits pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017 (21 millions et 36 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 1 169 millions de dollars au 30 avril 2017 (988 millions au 31 octobre 2016), dont une tranche de 662 millions a été classée comme prêts structurés productifs au 30 avril 2017 (540 millions au 31 octobre 2016). Des prêts restructurés de 7 millions de dollars et de 10 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (58 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016).

Prêts productifs acquis

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 2 millions de dollars et à 5 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (5 millions et 7 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée en tant qu'augmentation de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative relative à ces prêts soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

L'incidence de la réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe a été pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017 de 11 millions de dollars et de 11 millions, respectivement, au titre de la provision générale pour pertes sur créances et de 5 millions de dollars et de 10 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement (recouvrement de 27 millions et 11 millions et 9 millions et 19 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 1 million de dollars et à 2 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (2 millions et 3 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 10 millions de dollars et à 22 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (9 millions et 22 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Pour l'ensemble des prêts productifs, la prime de taux d'intérêt est amortie par imputations aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence de l'amortissement et des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est traduite par une charge de 10 millions de dollars et de 23 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (charge de 14 millions et de 28 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à 20 millions de dollars et à 43 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 10 millions et de 10 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Au 30 avril 2017, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 7 835 millions de dollars (9 415 millions au 31 octobre 2016). Au 30 avril 2017, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs et les prêts renouvelables s'établissait à 191 millions et à 53 millions, respectivement (226 millions et 57 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 244 millions, une tranche de 134 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. Le solde de 110 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévalué chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts douteux acquis

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne un recouvrement de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en un recouvrement de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 2 millions de dollars et de 3 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (recouvrement de 19 millions et de 48 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Au 30 avril 2017, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 232 millions de dollars (275 millions au 31 octobre 2016). Au 30 avril 2017, le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à néant (3 millions au 31 octobre 2016).

Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, nous avons comptabilisé un recouvrement net de 1 million de dollars et une dotation nette de 1 million, respectivement (recouvrements nets de 7 millions et de 13 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, et ce, même en période difficile.

Note 5 : Transfert d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes.

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2017 1)		31 octobre 2016	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 230		5 534	
Autres actifs connexes 2)	12 083		11 689	
Total	17 313	16 881	17 223	16 880

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 374 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 263 millions, pour une position nette de 111 millions au 30 avril 2017 (17 318 millions, 17 394 millions et (76) millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, nous avons vendu des prêts de 1 831 millions de dollars et de 4 737 millions, respectivement, à des programmes de titrisation de tiers (1 336 millions et 3 695 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Note 6 : Acquisitions

Greene Holcomb Fisher (GHF)

Le 1^{er} août 2016, nous avons procédé à l'acquisition des activités de Greene Holcomb Fisher pour une contrepartie en trésorerie de 53 millions de dollars américains (69 millions de dollars canadiens). Cette acquisition vient enrichir les activités que nous menions déjà auprès des marchés financiers aux États-Unis en augmentant le nombre de professionnels d'expérience en fusions et acquisitions, et elle rehausse notre présence sur ces marchés. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 4 millions de dollars et un écart d'acquisition de 65 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période maximale de trois ans selon le mode linéaire. L'écart d'acquisition de 65 millions lié à cette acquisition est déductible à des fins fiscales.

Les justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)

	GHF
Écart d'acquisition	65
Immobilisations incorporelles	4
Total des actifs	69
Prix d'achat	69

La ventilation du prix d'achat de GHF pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis.

Note 7 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue								Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)			
	30 avril 2017	31 octobre 2016	30 avril 2017	31 octobre 2016	30 avril 2017	31 octobre 2016	30 avril 2017	31 octobre 2016	30 avril 2017	31 octobre 2016
Catégories de déposants :										
Banques 1)	1 107	450	1 592	1 415	3 202	3 448	27 441	28 958	33 342	34 271
Entreprises et administrations publiques	19 286	17 578	33 739	35 378	60 609	60 331	170 550	162 927	284 184	276 214
Particuliers	3 437	3 307	19 461	17 594	92 630	87 627	55 158	54 359	170 686	162 887
Total 2) 3)	23 830	21 335	54 792	54 387	156 441	151 406	253 149	246 244	488 212	473 372
Domiciliation :										
Canada	20 888	18 937	42 473	40 037	80 920	77 800	147 232	152 894	291 513	289 668
États-Unis	2 120	1 540	12 310	14 229	74 278	73 155	78 247	65 850	166 955	154 774
Autres pays	822	858	9	121	1 243	451	27 670	27 500	29 744	28 930
Total	23 830	21 335	54 792	54 387	156 441	151 406	253 149	246 244	488 212	473 372

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 30 avril 2017 et au 31 octobre 2016, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 35 523 millions de dollars et 36 261 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 30 avril 2017 et au 31 octobre 2016, les dépôts comprenaient des dépôts de 244 172 millions et de 233 005 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 23 652 millions et de 24 097 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 227 925 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 131 212 millions étaient domiciliés au Canada, 69 049 millions, aux États-Unis et 27 664 millions, dans d'autres pays (221 957 millions, 136 382 millions, 58 077 millions et 27 498 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Des dépôts de 131 212 millions domiciliés au Canada, 49 075 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 4 995 millions, dans trois à six mois, 16 122 millions, dans six à douze mois et 61 020 millions, dans plus de douze mois (136 382 millions, 54 904 millions, 5 020 millions, 13 737 millions et 62 721 millions, respectivement, au 31 octobre 2016).

Au cours du semestre clos le 30 avril 2017, nous avons émis ce qui suit :

- 1 750 millions de dollars américains d'obligations couvertes à 2,5 %, série CBL 11, échéant le 11 janvier 2022.
- 1 250 millions de dollars américains de billets à moyen terme de premier rang (série C), soit 1 000 millions de dollars américains de billets de premier rang à 2,1 % et 250 millions de dollars américains de billets à taux variable portant intérêt au TIOL à trois mois majoré de 0,6 %, échéant le 12 décembre 2019.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2017, les éléments suivants sont arrivés à échéance :

- des obligations couvertes à 1,95 %, série CB5, d'un montant de 2 000 millions de dollars américains.
- des billets à moyen terme de premier rang (série B) à 2,5 % d'un montant de 1 500 millions de dollars américains.
- des billets (série 72) à taux variable portant intérêt à l'EURIBOR à trois mois majoré de 0,34 % d'un montant de 700 millions d'euros.

Dette subordonnée

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, des débentures subordonnées et billets à moyen terme – série 16 de 100 millions de dollars sont arrivés à échéance.

Note 8 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation ¹⁾

	30 avril 2017		31 octobre 2016		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 ²⁾
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 ²⁾
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 ²⁾
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 ²⁾
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 ^{2) 3)}
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 ^{2) 3)}
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 ^{2) 3)}
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 ^{2) 3)}
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	non convertibles ³⁾
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 ^{2) 3)}
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 ^{2) 3)}
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	-	-	catégorie B – Série 41 ^{2) 3)}
		4 340		3 840	
Actions ordinaires ^{4) 5)}	652 099 659	13 072	645 761 333	12 539	
Capital social		17 412		16 379	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 174 à 187 de notre Rapport annuel 2016.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 8 116 964 actions ordinaires au 30 avril 2017 (9 805 299 actions ordinaires au 31 octobre 2016).

5) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, nous avons émis 2 184 906 et 4 320 627 actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 994 509 et 2 017 699 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

Actions privilégiées

Le 9 mars 2017, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 40 [Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)] au prix de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 mai 2022, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 4,50 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 3,33 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalent d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 41, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 41 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 3,33 %.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, nous n'avons racheté aucune action privilégiée.

Le 3 avril 2017, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 mai 2017, les 10 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 14 au prix de rachat de 25,00 \$ l'action, plus tous les dividendes déclarés et non versés.

Le 3 avril 2017, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 mai 2017, les 10 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 15 au prix de rachat de 25,00 \$ l'action, plus tous les dividendes déclarés et non versés.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, nous n'avons racheté aucune action ordinaire dans le cadre de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a pris fin le 31 janvier 2017.

Le 27 avril 2017, nous avons annoncé avoir reçu les approbations du BSIF et de la Bourse de Toronto (TSX) visant à réaliser notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités annoncée précédemment afin de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires, entre 1^{er} mai 2017 et le 30 avril 2018. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de notre stratégie de gestion du capital. Le calendrier et le montant de tout rachat aux termes de ce programme sont assujettis aux approbations des organismes de réglementation et sont fondés sur des facteurs tels que la tenue des marchés et le niveau des fonds propres. Nous consulterons périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Note 9 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 177 à 182, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	30 avril 2017		31 octobre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	9 145	9 181	8 965	9 073
Autres 1)	585	2 852	579	2 778
	9 730	12 033	9 544	11 851
Titres pris en pension 2)	52 846	53 096	46 145	46 122
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	112 989	112 870	112 277	112 400
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 887	61 280	64 680	64 043
Prêts sur cartes de crédit	8 004	7 768	8 101	7 862
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	186 632	183 716	175 597	173 601
	369 512	365 634	360 655	357 906
Dépôts 3)	475 253	475 990	461 768	462 732
Titres mis en pension 4)	50 877	51 568	28 989	29 278
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	22 262	22 225	22 377	22 506
Passifs divers 5)	-	-	703	1 104
Dettes subordonnée	4 318	4 594	4 439	4 580

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 330 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (320 millions au 31 octobre 2016).

2) Ne tient pas compte de 28 105 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (20 501 millions au 31 octobre 2016).

3) Ne tient pas compte de 12 959 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (11 604 millions au 31 octobre 2016).

4) Ne tient pas compte de 11 159 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (11 729 millions au 31 octobre 2016).

5) Les passifs divers comprennent certains autres passifs des filiales autres que des dépôts. Ne tiennent pas compte de 27 100 millions de dollars de passifs divers, dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (27 321 millions au 31 octobre 2016).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 245 millions de dollars et de hausse de 66 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de baisse de 145 millions et de baisse de 194 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017 (baisse de 236 millions et hausse de 158 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et baisse de 243 millions et de 143 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 30 avril 2017, correspondent à une perte latente de 327 millions de dollars, soit une perte latente de 251 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Au 30 avril 2017, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 12 959 millions de dollars et de 12 999 millions (11 604 millions et 11 768 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 8 098 millions de dollars au 30 avril 2017 (7 887 millions au 31 octobre 2016) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 354 millions et de 88 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017 (augmentation de 138 millions et de 162 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 705 millions de dollars au 30 avril 2017 (682 millions au 31 octobre 2016), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 19 millions et à une diminution de 19 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017 (hausse de 1 million et de 23 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, une diminution de 12 millions et de 21 millions, respectivement, a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (diminution de 23 millions et de 9 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 330 millions de dollars au 30 avril 2017 (320 millions au 31 octobre 2016) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une augmentation de moins de 1 million et de 2 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017, respectivement (diminution de moins de 1 million et de 17 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2017			31 octobre 2016		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	8 433	1 924	-	10 998	1 954	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 346	3 126	-	3 404	4 018	-
l'administration fédérale américaine	6 583	375	-	6 012	136	-
des municipalités, agences et États américains	-	1 933	-	-	1 124	-
d'autres administrations publiques	438	86	-	316	286	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	1 141	-	-	1 062	-
Titres de créance d'entreprises	733	10 035	-	565	8 996	91
Titres de participation d'entreprises	53 051	252	-	44 459	1 037	-
	72 584	18 872	-	65 754	18 613	91
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	7 402	1 676	-	6 286	1 882	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 763	1 838	-	3 995	2 237	-
l'administration fédérale américaine	11 003	69	-	9 557	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	4 616	1	-	4 449	1
d'autres administrations publiques	2 463	1 837	-	3 083	2 144	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	13 232	-	-	13 122	-
Titres de créance d'entreprises	3 726	2 284	3	4 974	2 314	4
Titres de participation d'entreprises	30	126	1 460	33	126	1 456
	28 387	25 678	1 464	27 928	26 274	1 461
Titres divers	-	-	330	-	-	320
Passifs à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	22 273	1 745	-	23 552	1 554	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	12 968	-	-	11 613	-
Passifs au titre des rentes	-	705	-	-	682	-
	22 273	15 418	-	23 552	13 849	-
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	5	12 844	-	5	18 059	-
Contrats de change	35	16 807	-	31	18 945	-
Contrats sur produits de base	378	764	-	405	814	-
Contrats sur titres de participation	136	967	-	188	713	-
Swaps sur défaillance	-	7	-	-	23	-
	554	31 389	-	629	38 554	-
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	18	11 305	-	16	16 138	-
Contrats de change	7	17 198	-	17	18 462	-
Contrats sur produits de base	246	923	-	262	909	-
Contrats sur titres de participation	94	2 195	-	69	2 322	-
Swaps sur défaillance	-	39	-	-	32	-
	365	31 660	-	364	37 863	-

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, des titres de négociation de 55 millions de dollars et de 65 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de 36 millions et de 55 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, des titres de négociation de 9 millions et de 151 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de 17 millions et de 56 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

	Variation de la juste valeur							Juste valeur au 30 avril 2017	Variation des profits (pertes) latents 2)	
	Solde au 31 janvier 2017	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 3)	Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3			Transferts depuis le niveau 3
Pour la période de trois mois close le 30 avril 2017										
Titres de négociation										
Titres de créance d'entreprises	66	1	3	-	-	(70)	-	-	-	-
Total des titres de négociation	66	1	3	-	-	(70)	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	3	-	-	-	-	-	-	-	3	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 392	(13)	76	23	(18)	-	-	-	1 460	s. o.
Total des titres disponibles à la vente	1 396	(13)	76	23	(18)	-	-	-	1 464	s. o.
Titres divers	313	-	11	22	(15)	(1)	-	-	330	-

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2017 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

3) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

	Variation de la juste valeur							Juste valeur au 30 avril 2017	Variation des profits (pertes) latents 2)	
	Solde au 31 octobre 2016	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 3)	Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3			Transferts depuis le niveau 3
Pour la période de six mois close le 30 avril 2017										
Titres de négociation										
Titres de créance d'entreprises	91	1	1	-	-	(93)	-	-	-	-
Total des titres de négociation	91	1	1	-	-	(93)	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	4	-	-	-	(1)	-	-	-	3	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 456	(22)	38	59	(71)	-	-	-	1 460	s. o.
Total des titres disponibles à la vente	1 461	(22)	38	59	(72)	-	-	-	1 464	s. o.
Titres divers	320	2	4	50	(45)	(1)	-	-	330	(4)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2017 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

3) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

Note 10 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 30 avril 2017, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 30 avril 2017 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital dans le tableau 8 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre 2017.

Note 11 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des trimestres clos le 30 avril 2017 et 2016, nous n'avons attribué aucune option sur actions.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2017, nous avons attribué un total de 723 431 options sur actions (754 714 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2016). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 avril 2017 a été de 11,62 \$ l'option (7,60 \$ l'option au cours du semestre clos le 30 avril 2016).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées au cours des semestres clos le	30 avril 2017	30 avril 2016
Rendement attendu des actions	4,3 % - 4,4 %	5,5 %
Volatilité prévue du cours des actions	18,4 % - 18,8 %	19,8 % - 20,0 %
Taux de rendement sans risque	1,7 % - 1,8 %	1,3 % - 1,4 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	96,90	77,23

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Prestations accumulées par les employés	63	17	8	6
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	2	(3)	12	13
Charges administratives	2	1	-	-
Charge au titre des prestations	67	15	20	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	23	23	-	-
Charge au titre des cotisations définies	27	26	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	117	64	20	19

(en millions de dollars canadiens)

Pour les semestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Prestations accumulées par les employés	142	87	16	12
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	4	(5)	24	26
Charges administratives	3	2	-	-
Charge au titre des prestations	149	84	40	38
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	43	42	-	-
Charge au titre des cotisations définies	63	55	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	255	181	40	38

Note 12 : Bénéfice par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 247	973	2 734	2 033
Dividendes sur les actions privilégiées	(42)	(35)	(87)	(76)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 205	938	2 647	1 957
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	651 098	643 382	649 393	643 178
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,85	1,46	4,08	3,04

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 205	938	2 647	1 957
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	651 098	643 382	649 393	643 178
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	6 706	8 180	7 279	8 356
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(4 249)	(6 236)	(4 747)	(6 416)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	653 555	645 326	651 925	645 118
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,84	1,45	4,06	3,03

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 425 025 options et 1 309 040 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 184,68 \$ et de 193,32 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017 (2 398 131 options et 2 281 665 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 171,26 \$ et de 180,12 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 13 : Impôts sur le résultat

Au cours du trimestre, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a produit un nouvel avis de cotisation visant des impôts et des intérêts d'environ 95 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2012. Au cours de l'exercice 2016, nous avons reçu un nouvel avis de cotisation de l'ARC visant des impôts d'environ 76 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2011. Dans le cadre de sa réévaluation, l'ARC a refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les règles fiscales qui traitent des mécanismes de transfert de dividendes ont fait l'objet d'une révision dans le cadre du budget fédéral de 2015, lequel présentait des règles s'appliquant à compter du 1^{er} mai 2017 pour les mécanismes existants. Dans l'avenir, il se pourrait que nous recevions un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2012 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester toute réévaluation.

Note 14 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 197 à 199 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2017	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 254	882	169	377	(273)	2 409
Revenus autres que d'intérêts	470	282	1 695	823	62	3 332
Total des revenus	1 724	1 164	1 864	1 200	(211)	5 741
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	90	1	46	(6)	259
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	708	-	-	708
Amortissement	69	107	69	30	-	275
Charges autres que d'intérêts	813	623	752	656	157	3 001
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	714	344	334	468	(362)	1 498
Charge d'impôts sur le résultat	183	96	83	147	(259)	250
Bénéfice net	531	248	251	321	(103)	1 248
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	-	1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	531	248	250	321	(103)	1 247
Actifs moyens	216 105	104 931	32 459	308 914	63 091	725 500

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2016	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 222	879	149	371	(201)	2 420
Revenus autres que d'intérêts	450	268	1 248	691	24	2 681
Total des revenus	1 672	1 147	1 397	1 062	(177)	5 101
Dotation à la provision pour pertes sur créances	127	51	2	44	(23)	201
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	407	-	-	407
Amortissement	68	111	58	27	-	264
Charges autres que d'intérêts	774	616	758	605	295	3 048
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	703	369	172	386	(449)	1 181
Charge d'impôts sur le résultat	178	101	38	99	(208)	208
Bénéfice net	525	268	134	287	(241)	973
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	525	268	134	287	(241)	973
Actifs moyens	205 797	104 561	30 028	303 805	54 553	698 744

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le 30 avril 2017	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	2 557	1 791	336	725	(470)	4 939
Revenus autres que d'intérêts	1 146	510	2 740	1 703	108	6 207
Total des revenus	3 703	2 301	3 076	2 428	(362)	11 146
Dotation à la provision pour pertes sur créances	246	150	3	42	(9)	432
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	712	-	-	712
Amortissement	144	220	122	61	-	547
Charges autres que d'intérêts	1 639	1 249	1 553	1 347	320	6 108
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 674	682	686	978	(673)	3 347
Charge d'impôts sur le résultat	400	174	169	281	(413)	611
Bénéfice net	1 274	508	517	697	(260)	2 736
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	2	-	-	2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 274	508	515	697	(260)	2 734
Actifs moyens	215 492	105 406	31 971	310 307	62 469	725 645

Pour la période de six mois close le 30 avril 2016	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	2 476	1 759	298	793	(426)	4 900
Revenus autres que d'intérêts	921	528	2 536	1 284	7	5 276
Total des revenus	3 397	2 287	2 834	2 077	(419)	10 176
Dotation à la provision pour pertes sur créances	267	116	4	52	(55)	384
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	773	-	-	773
Amortissement	134	208	118	51	-	511
Charges autres que d'intérêts	1 580	1 250	1 576	1 242	423	6 071
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 416	713	363	732	(787)	2 437
Charge d'impôts sur le résultat	362	194	82	188	(430)	396
Bénéfice net	1 054	519	281	544	(357)	2 041
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	7	8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 054	519	280	544	(364)	2 033
Actifs moyens	204 816	104 651	30 291	308 264	58 449	706 471

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 15 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 100 à 105 de notre Rapport annuel 2016.

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2017

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 658	-	-	-	-	-	-	-	870	35 528
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 787	1 172	674	516	211	-	-	-	-	6 360
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	408	1 078	2 031	1 540	2 614	3 507	7 906	19 069	53 303	91 456
Titres disponibles à la vente	2 056	499	869	1 464	2 835	3 279	18 503	24 408	1 616	55 529
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	350	657	868	1 710	1 038	4 522	-	9 145
Titres divers	-	-	-	7	-	10	27	27	844	915
Total des valeurs mobilières	2 464	1 577	3 250	3 668	6 317	8 506	27 474	48 026	55 763	157 045
Titres pris en pension ou empruntés	58 818	16 805	3 869	1 115	329	15	-	-	-	80 951
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 406	2 470	3 497	3 273	4 997	23 600	64 311	9 435	-	112 989
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	444	472	768	718	1 160	5 315	21 102	8 298	23 610	61 887
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 004	8 004
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 539	9 281	6 706	5 306	20 041	18 722	65 338	11 335	36 364	186 632
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 937)	(1 937)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	15 389	12 223	10 971	9 297	26 198	47 637	150 751	29 068	66 041	367 575
Total des autres actifs										
Instruments dérivés	2 110	2 787	1 388	1 745	1 050	3 739	8 114	11 010	-	31 943
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 018	1 608	120	27	-	-	-	-	-	13 773
Divers	1 391	535	132	15	5	4	12	4 543	19 131	25 768
Total des autres actifs	15 519	4 930	1 640	1 787	1 055	3 743	8 126	15 553	19 131	71 484
Total des actifs	130 635	36 707	20 404	16 383	34 110	59 901	186 351	92 647	141 805	718 943
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 625	11 038	2 470	829	209	270	-	-	5 901	33 342
Entreprises et administrations publiques	26 281	35 396	20 439	13 923	9 845	15 069	35 606	13 991	113 634	284 184
Particuliers	2 211	3 614	6 446	7 091	7 132	8 916	16 714	3 034	115 528	170 686
Total des dépôts	41 117	50 048	29 355	21 843	17 186	24 255	52 320	17 025	235 063	488 212
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 666	2 257	1 544	2 044	1 390	4 985	7 823	10 316	-	32 025
Acceptations	12 018	1 608	120	27	-	-	-	-	-	13 773
Titres vendus à découvert	24 018	-	-	-	-	-	-	-	-	24 018
Titres mis en pension ou prêtés	57 094	4 626	182	134	-	-	-	-	-	62 036
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	7	728	827	622	1 500	3 761	11 393	3 424	-	22 262
Divers	8 496	960	97	4 229	736	1 150	133	2 412	9 173	27 386
Total des autres passifs	103 299	10 179	2 770	7 056	3 626	9 896	19 349	16 152	9 173	181 500
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	4 318	-	4 318
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	44 913	44 913
Total des passifs et des capitaux propres	144 416	60 227	32 125	28 899	20 812	34 151	71 669	37 495	289 149	718 943

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2017

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	2 377	5 867	5 126	4 721	13 291	24 931	76 374	2 803	-	135 490
Contrats de location simple	31	63	94	88	86	319	718	625	-	2 024
Contrats de garantie financière 1)	5 198	-	-	-	-	-	-	-	-	5 198
Obligations d'achat	39	81	114	49	42	128	178	106	-	737

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 745	-	-	-	-	-	-	-	908	31 653
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 930	728	421	363	7	-	-	-	-	4 449
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	412	1 449	1 058	2 794	2 645	6 507	7 122	16 975	45 496	84 458
Titres disponibles à la vente	826	740	1 401	431	376	5 771	19 695	24 808	1 615	55 663
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	294	-	350	2 841	1 270	4 210	-	8 965
Titres divers	-	-	-	-	-	8	54	13	824	899
Total des valeurs mobilières	1 238	2 189	2 753	3 225	3 371	15 127	28 141	46 006	47 935	149 985
Titres pris en pension ou empruntés	51 085	10 993	4 167	338	-	63	-	-	-	66 646
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 001	1 212	3 347	4 772	3 930	24 555	64 044	9 416	-	112 277
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	371	374	791	828	887	5 431	24 041	8 542	23 415	64 680
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 101	8 101
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	11 473	5 904	7 155	6 727	20 547	18 140	63 049	11 380	31 222	175 597
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 925)	(1 925)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	12 845	7 490	11 293	12 327	25 364	48 126	151 134	29 338	60 813	358 730
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 508	4 483	1 443	1 480	1 804	3 826	9 796	13 843	-	39 183
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 230	1 748	42	-	1	-	-	-	-	13 021
Divers	1 274	453	106	18	4	3	-	4 324	18 086	24 268
Total des autres actifs	15 012	6 684	1 591	1 498	1 809	3 829	9 796	18 167	18 086	76 472
Total des actifs	113 855	28 084	20 225	17 751	30 551	67 145	189 071	93 511	127 742	687 935

Passifs et capitaux propres

Dépôts 1)

Banques	11 940	12 327	2 239	1 488	464	500	-	-	5 313	34 271
Entreprises et administrations publiques	33 833	29 737	15 216	13 174	8 359	15 499	34 103	13 006	113 287	276 214
Particuliers	2 733	5 072	6 082	5 632	7 252	8 684	16 198	2 706	108 528	162 887
Total des dépôts	48 506	47 136	23 537	20 294	16 075	24 683	50 301	15 712	227 128	473 372

Autres passifs

Instruments dérivés	1 956	3 064	2 315	1 373	1 240	5 434	9 303	13 542	-	38 227
Acceptations	11 230	1 748	42	-	1	-	-	-	-	13 021
Titres vendus à découvert	25 106	-	-	-	-	-	-	-	-	25 106
Titres mis en pension ou prêtés	38 004	2 532	182	-	-	-	-	-	-	40 718
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	7	1 881	589	648	876	3 248	9 756	5 372	-	22 377
Divers	8 651	1 152	701	22	4 809	1 704	140	2 444	8 724	28 347
Total des autres passifs	84 954	10 377	3 829	2 043	6 926	10 386	19 199	21 358	8 724	167 796
Dettes subordonnées	-	-	100	-	-	-	-	4 339	-	4 439
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	42 328	42 328
Total des passifs et des capitaux propres	133 460	57 513	27 466	22 337	23 001	35 069	69 500	41 409	278 180	687 935

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	2 267	7 896	3 776	8 293	12 289	16 236	75 998	3 013	-	129 768
Contrats de location simple	30	61	90	88	88	317	709	602	-	1 985
Contrats de garantie financière 1)	6 022	-	-	-	-	-	-	-	-	6 022
Obligations d'achat	45	96	128	132	129	148	172	99	-	949

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2016, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 24 mai 2017 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (code d'accès 5126346) (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 28 août 2017, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-3996

Frédéric Tremblay, Montréal, frederic1.tremblay@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2017 : 100,66 \$ (98,65 \$*)

Mars 2017 : 99,67 \$

Avril 2017 : 99,17 \$

* Reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6786

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2016, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2016 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal